Royaume du Maroc

Ministère de l'Economie, des Finances
et de la Réforme de l'Administration

Direction du Trésor et des Finances Extérieures

NOTE DE CONJONCTURE

Janvier 2021

Données du mois de novembre 2020

CROISSANCE ÉCONOMIQUE
ÉCHANGES EXTÉRIEURS
FINANCES PUBLIQUES
DETTE DU TRESOR
MARCHÉ MONETAIRE
PRIX
ACTIVITE ET EMPLOI

CONJONCTURE INTERNATIONALE :

- USA : Net rebond de l'activité économique de 33,4% au T3-20, en rythme annualisé, contre -31,1% au trimestre précédent. De son côté, l'indice ISM manufacturier a affiché une hausse de 3,2 points d'un mois à l'autre pour atteindre 60,7 points en décembre, son plus haut niveau depuis août 2018 ;
- ZONE EURO : Redressement de la croissance économique de 12,5% T/T au T3-20 contre -11,7% au T2-20 et hausse de l'indice PMI composite à 49,1 points en décembre après 45,3 points en novembre ;
- PAYS EMERGENTS : Accélération de la croissance économique en Chine à +4,9% au T3-20, en glissement annuel, après +3,2% au T2-20 ;
- Hausse des cours des produits énergétiques en décembre (Pétrole +15%, Gaz butane +28,9% et Gasoil +17,2%) et appréciation des cours des produits non énergétiques (blé tendre français +3,2% et maïs +4,4%) à l'exception du sucre brut (-1,7%) ;
- Redressement généralisé des principaux indices boursiers en décembre (+7% pour le NASDAQ, +4,1% pour le S&P^{500}, +4,1% pour l'Euro Stoxx50 et +5,6% pour le MSCI-EM).

CONJONCTURE NATIONALE :

- Contraction de 7,2% du taux de la **croissance économique** au T3-20 contre +2,4% au T3-19. Cette situation est liée aux baisses de des valeurs ajoutées agricole de 8,6% et non agricole de 6,7% ;
- Baisse des débarquements des produits de la **pêche côtière et artisanale** à fin décembre de 7,1% en volume et de 8,5% en valeur ;
- Hausses respectives de 5,5% et de 10,1% de la production des **phosphates et de ses dérivés** à fin novembre 2020 contre +3,7% et 12,6% il y a un an ;
- Repli du taux d'utilisation des **capacités de production industrielles** de 9,9 points en moyenne des onze premiers mois de l'année 2020 pour s'établir à 64,4% ;
- Baisse de la **production locale d'électricité** de 4,1% à fin 2020 contre +17,2% un an auparavant ;
- Quasi-stagnation des **ventes de ciment** en décembre, ramenant ainsi la contre-performance annuelle à -10% en 2020 contre +2,6% un an auparavant ;
- Sensible repli de **l'activité touristique** avec -78% des arrivées et -70% des nuitées réalisées dans les hôtels classés à fin septembre 2020 ;
- Allègement de 49,2 MM.DH du **déficit commercial** pour s'établir à 138,8 MM.DH à fin novembre, suite à une baisse de 71,2 MM.DH ou 15,9% des importations plus importante que celle des exportations (-22 MM.DH ou -8,4%) ;
- Hausse des **Avoirs Officiels de Réserve** de 38,5 MM.DH au terme des onze premiers mois de l'année 2020 pour atteindre 291,8 MM.DH, permettant ainsi de couvrir 7 mois et 29 jours d'importations de biens et services ;
- Progression des **crédits bancaires** de 21,5 MM.DH ou 2,4% à fin novembre 2020 contre +21,4 MM.DH ou +2,5% un an auparavant. Compte non tenu des crédits à caractère financier, l'additionnel du crédit bancaire ressort à 23,7 MM.DH ou 3% contre +29 MM.DH ou +3,9% ;
- Creusement du **déficit de liquidité** de 1,2 MM.DH en novembre pour atteindre 96,3 MM.DH et ce, contre 65,5 MM.DH en début d'année ;
- Maintien du **taux d'inflation** à un faible niveau de +0,7% en 2020 contre +0,2% en 2019, suite à l'augmentation des prix des produits alimentaires (+0,9% contre -0,9%) et non alimentaires (+0,5% contre +1%) ;
- Creusement du **déficit budgétaire** pour se situer à près de 82,4 MM.DH à fin 2020 contre 40,5 MM.DH à fin 2019, recouvrant une baisse des recettes ordinaires de 23,7 MM.DH ou 9,4% et une hausse de 7,6 MM.DH ou 3,4% des dépenses ordinaires ;
- Hausse de l'encours de la **dette globale du Trésor** à fin novembre 2020 de 68,9 MM.DH ou 9,2% par rapport à fin 2019 pour atteindre 818 MM.DH contre +31,6 MM.DH ou +4,4% au terme de la même période de l'année précédente ;
- Poursuite de l'amélioration des conditions de financement sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) avec des baisses, en GA à fin novembre 2020, allant de 12 pbs pour les maturités à 10 ans à 66 pbs pour celles à 13 semaines ;
- Hausse du **taux de chômage** de 3,3 points à 12,7% au niveau national au terme du T3-20, soit +3,8 points en milieu urbain (16,5%) et +2,3 points en milieu rural (6,8%).

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CONTEXTE INTERNATIONAL :

Le FMI révise à la hausse ses perspectives de croissance en 2020 …

Le Fonds Monétaire International a de nouveau atténué en janvier 2021 l'ampleur de la récession de l'économie mondiale de 0,9 point pour l'année 2020 en comparaison avec l'édition d'octobre, la ramenant à -3,5%. De même, les perspectives ont été revues à la hausse de 0,3 point pour l'année 2021 pour s'établir à 5,5%, reflétant les effets du lancement des campagnes de vaccination et du soutien politique supplémentaire dans certaines grandes économies. Les perspectives de l'économie mondiale pourraient être affectées par des risques liés en particulier à la recrudescence de nouvelles vagues d'infection et l'apparition de nouveaux variants du virus.

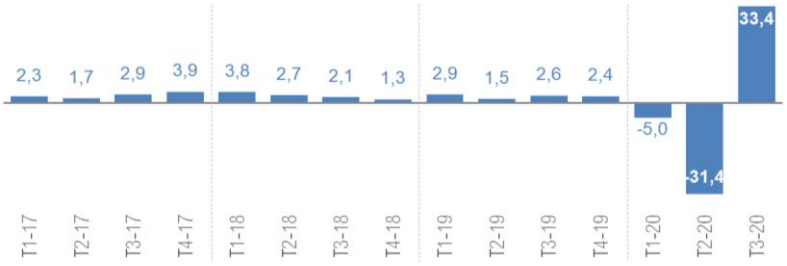
Au niveau des économies avancées, la croissance ne devrait se replier que de 4,9% en 2020 contre des prévisions de -5,8% en octobre et -8,1% en juin. Cette révision a porté en particulier sur les Etats-Unis (-3,4% en 2020 contre -4,3% en octobre et -8% en juin) et la zone euro (-7,2% contre -8,3% et -10,2%). Pour leur part, les pays avancés d'Asie devraient connaître des rythmes de récession plus modérés, en raison d'une meilleure maîtrise de la pandémie et d'un impact relativement moins important au premier semestre 2020. Ainsi, l'économie japonaise devrait se contracter de 5,1% en 2020 contre des prévisions de -5,3% en octobre et -5,8% en juin.

Du côté des pays émergents et en développement, l'activité économique devrait se replier de -2,4% en 2020 contre -3,3% en octobre et -3,1% en juin. Ainsi, la croissance de l'économie chinoise devrait ressortir à +2,3% en 2020 contre +1,9% prévu en octobre et +1% en juin, compte tenu du redressement rapide de l'activité, de la dynamisation des exportations et de l'effort d'appui des politiques publiques. Au niveau des autres pays, la croissance se situerait à -8,1% en Inde, de -4,5% au Brésil et de -3,6% en Russie contre -10,3%, -5,8% et -4,1% respectivement prévus en octobre.

Net rebond de l'activité économique aux États-Unis …

Au titre de la troisième estimation du département du commerce américain, l'activité économique a enregistré un rebond historique de 33,4% au T3-20, en rythme annualisé, après une chute de 31,4% au trimestre précédent. En effet, la consommation des ménages, largement soutenue par les aides importantes versées par le gouvernement fédéral, a marqué une forte reprise de 41% au T3-20 après -33,2% au T2-20. De même, les investissements privés ont rebondi de 86,3% après -46,6%. Au niveau des échanges extérieurs, les exportations ont progressé de 59,6% après -64,4% alors que les importations se sont accrues de 93,1% après -54,1%. Les dépenses publiques ont, par contre, affiché une baisse de 4,8% après +2,5% au trimestre précédent.

Produit intérieur brut USA - Rythme annualisé en % -

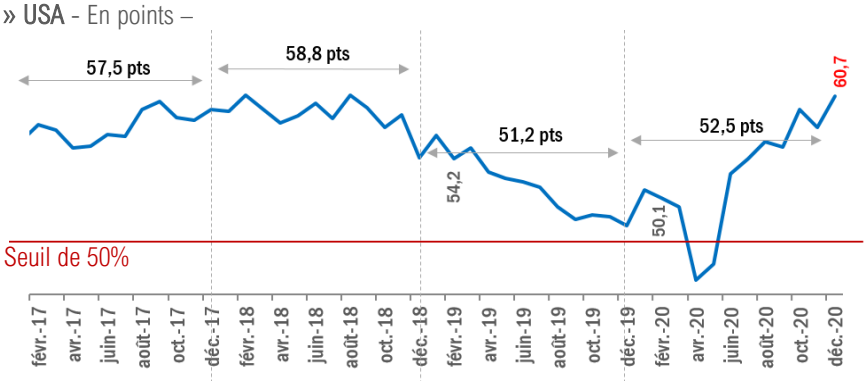


Source: United States Department of Labor

Après leur repli en novembre suite à la mise en place de nouvelles restrictions face à la pandémie de la Covid-19, les indicateurs avancés ont enregistré une nette reprise en décembre. En effet, l'indice ISM manufacturier a affiché un rebond de 3,2 points d'un mois à l'autre pour atteindre 60,7 points, son plus haut niveau depuis août 2018. De même, l'indice ISM des services a progressé de 1,3 point pour s'établir à 57,2 points. Globalement, l'ISM manufacturier a gagné 1,3 point, en moyenne annuelle, pour s'établir à 52,5 points tandis que l'ISM des services a perdu 1,2 point pour se situer à 54,3 points.

Pour ce qui est des indicateurs de haute fréquence, la production industrielle américaine a poursuivi sa baisse en novembre avec un repli de 5,5%, en glissement annuel, après -5% au mois précédent, au moment où les ventes au détail se sont renforcées de 4,1% après +5,5%. Pour sa part, l'indice de confiance des consommations de l'Université de Michigan s'est amélioré à 80,7 points en décembre après 76,9 points au mois précédent.

Indice ISM « Manufacturier » USA - En points –



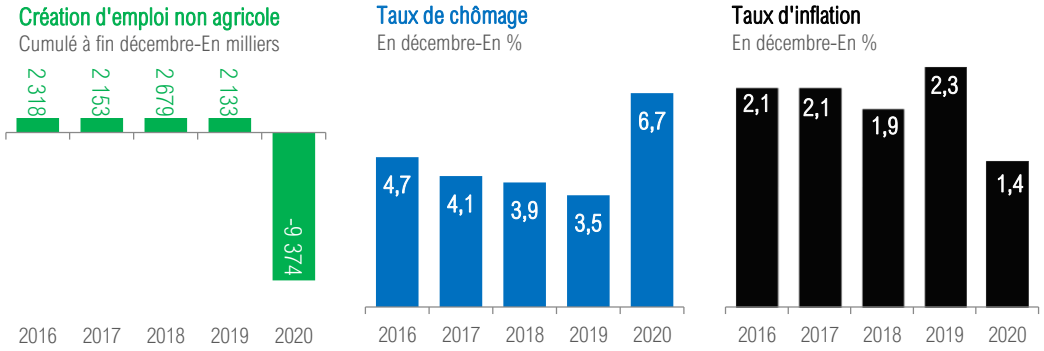
Source: Institute for Supply Management

Au niveau du marché de l'emploi, l'économie américaine a perdu 140 mille postes en décembre en raison de la recrudescence de la pandémie de la Covid-19 et du reconfinement progressif à travers le pays. Ainsi et au terme de l'année 2020, le nombre d'emplois perdus a atteint 9,4 millions de postes contre une création de 2,1 millions en 2019. Le taux de chômage a pratiquement doublé au terme de l'année 2020 pour atteindre 6,7% contre 3,5% à fin 2019, sachant qu'il avait atteint un pic de 14,7% en avril.

Pour sa part, le taux d'inflation s'est légèrement accéléré en décembre à +1,4%, en glissement annuel. Ainsi, l'indice des prix des produits alimentaires a augmenté de 3,9%, au moment où celui de l'énergie a reculé de 7%. Hors énergie et alimentation, les prix ont maintenu une hausse de 1,6%.

Dans ce contexte, la Réserve fédérale a décidé, lors de sa réunion du mois de décembre, de maintenir inchangée la fourchette cible de son taux directeur entre 0% et 0,25% ainsi que ses achats d'actifs au rythme actuel pour assurer le bon fonctionnement du marché et une meilleure transmission de la politique monétaire.

Emploi, Chômage et Inflation USA



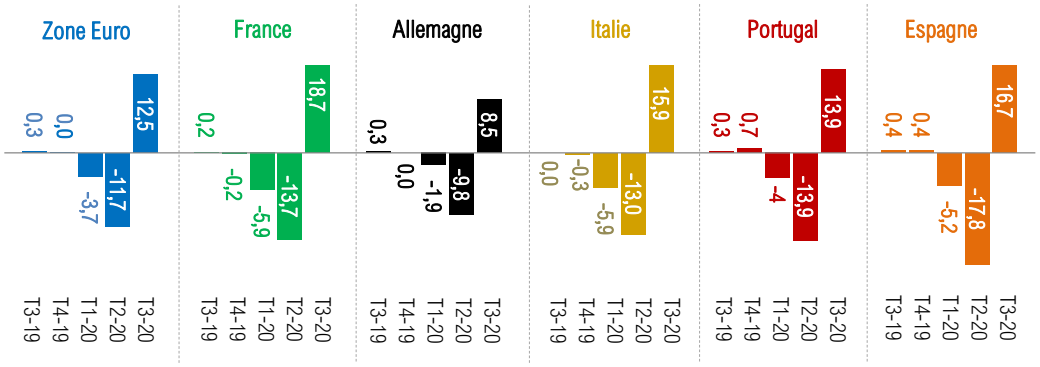
Source: United States Department of Labor

Reprise vigoureuse de la croissance dans la zone euro au T3-20 …

Dans le sillage de la reprise de l'activité économique après l'assouplissement des mesures du confinement en Europe, le PIB de la zone euro s'est sensiblement redressé de 12,5% au T3-20, après avoir enregistré une récession historique de 11,7% au T2-20. Ce fort rebond s'explique par une nette amélioration de la demande intérieure, notamment les dépenses de consommation des ménages (+14% contre -12,4% au T2-20) et la formation brute du capital fixe (+13,4% contre -16%). Le secteur extérieur a progressé également aussi bien du côté des exportations (+17,1% contre -18,9%) que des importations (+12,3% contre -18,2%).

Par pays, l'ampleur de la reprise a été différente au niveau des grandes économies de la zone, notamment la France (+18,7% au T3-20 contre -13,7% au T2-20), l'Espagne (+16,7% contre -17,8%), l'Italie (+15,9% contre -13%), l'Allemagne (+8,5% contre -9,8%) et le Portugal (+13,9% contre -13,9%).

Produit intérieur brut Zone Euro - T/T en % -



Source : Eurostat

Par ailleurs, les indicateurs avancés de la zone euro du mois de décembre témoignent toujours d'un probable repli de l'activité et ce, malgré le rapprochement du PMI composite de la zone de croissance pour s'établir à 49,1 points contre 45,3 points en novembre. Cette contraction s'explique par la faiblesse du PMI du secteur des services, qui malgré son redressement, s'est maintenu en zone de contraction pour le quatrième mois consécutif, s'établissant à 46,4 points contre 41,7 points en novembre. Par contre, l'indice PMI manufacturier a poursuivi son dynamisme pour atteindre 55,2 points en décembre, son niveau le plus haut depuis mai 2018, contre 53,8 points en novembre.

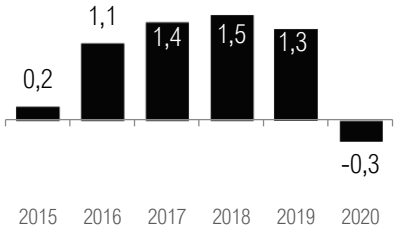
Parallèlement, l'indice ESI du sentiment économique s'est redressé en décembre de 2,7 points par rapport à novembre, pour se situer à 90,4 points. Ce rétablissement découle d'une amélioration de la confiance dans les secteurs de l'industrie et de la construction et auprès des consommateurs.

Pour sa part, le taux d'inflation a reculé en décembre au même rythme que celui affiché durant le mois précédent, soit -0,3% en glissement annuel, traduisant une baisse des prix des produits de l'énergie de 6,9% et une appréciation de 0,5% des prix des produits hors énergie.

Par pays, les taux d'inflation les plus faibles ont été relevés en Allemagne (-0,7%), en Espagne (-0,6%), au Portugal (-0,3%) et en France (0%).

Taux d'inflation annuel Zone Euro

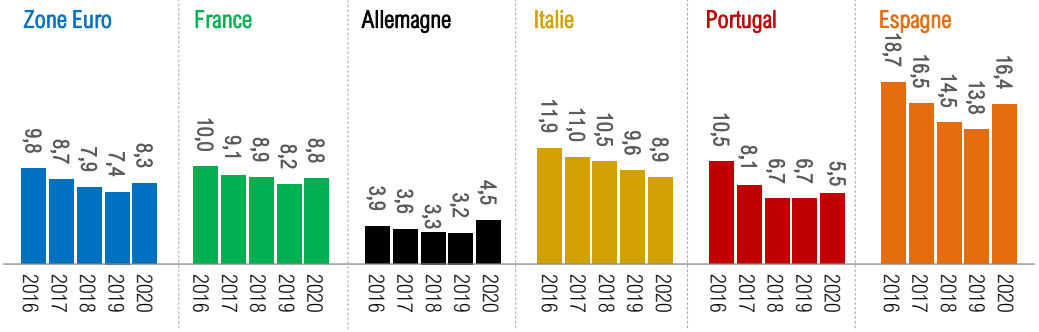
Déc -En % -



Source : Eurostat

Au niveau du marché de l'emploi, le taux de chômage a poursuivi sa baisse entamée depuis le mois d'août pour revenir à 8,3% en novembre contre un pic de 8,7% en juillet et 7,3% à fin 2019. Par pays et par rapport à fin 2019, le taux de chômage s'est dégradé de 2,7 points en Espagne (16,4% en novembre), de 1,3 point en Allemagne (4,5%), de 0,5 point au Portugal (7,2%), de 0,6 en France (8,8%). Seule l'Italie, pourtant pays très affecté par la crise sanitaire, a vu son taux de chômage s'améliorer de 0,7 point à 8,9%.

Taux de chômage Zone euro –Novembre En % -



Source: Eurostat

Accélération de la croissance économique en Chine …

En **Chine**, l'activité économique a confirmé sa reprise avec une accélération de son rythme de croissance à +4,9% au T3-20, en glissement annuel, contre +3,2% au trimestre précédent et ce, après avoir enregistré une contraction historique de 6,8% au T1-20. Parallèlement, la production industrielle s'est renforcée de 7% en novembre, en

glissement annuel, et les ventes au détail se sont améliorées de 5% contre +4,3% un mois auparavant. De son côté, l'indice PMI composite est revenu à 55,8 points en décembre contre 57,5 points en novembre.

Dans ce contexte, la banque centrale de Chine a décidé, lors de sa réunion du 29 décembre 2020, de maintenir son taux directeur inchangé à 3,85% et s'est engagée à assurer les liquidités nécessaires pour maintenir la masse monétaire et le financement social en phase avec la croissance économique.

Au **Brésil**, le PIB a enregistré une croissance de 7,7% au T3-20 par rapport au trimestre précédent après -9,6% au T2-20 et -1,5% au T1-20. Cette reprise est tirée principalement par l'industrie, l'investissement et la consommation des ménages et ce, suite à la levée des mesures de quarantaine. En glissement annuel, l'activité économique s'est contractée de 3,9% après -10,9% au trimestre précédent.

Pour ce qui est des derniers indicateurs de conjoncture, la production industrielle a enregistré une hausse de 2,8% en novembre, en glissement annuel, contre +0,3% le mois précédent, au moment où les ventes au détail ont augmenté de 3,4% contre 8,4%. Pour sa part, l'activité du secteur privé s'est maintenue dans la zone de croissance pour le cinquième mois consécutif, avec un indice PMI composite qui a atteint 53,5 points en décembre contre 53,8 points un mois auparavant.

Compte tenu de ces évolutions, la Banque centrale du Brésil a décidé, lors de sa réunion du 9 décembre, de maintenir inchangé son taux directeur à 2%, son plus bas niveau historique.

Enfin, en **Inde** et malgré le rebond de 21,9% au T3-20 par rapport au trimestre précédent contre -25,2% au T2-20, le PIB a poursuivi sa contraction de 7,5%, en glissement annuel, contre -23,5%. Par ailleurs, la production industrielle a reculé de 1,9% en novembre, en glissement annuel, après +4,2% en octobre. S'agissant de l'indice PMI composite, il s'est situé à 54,9 points en décembre contre 56,3 points le mois précédent.

Rappelons que depuis le début de la crise sanitaire, la Banque centrale de l'Inde a abaissé à deux reprises son principal taux directeur de 115 points de base globalement pour le ramener à 4%.

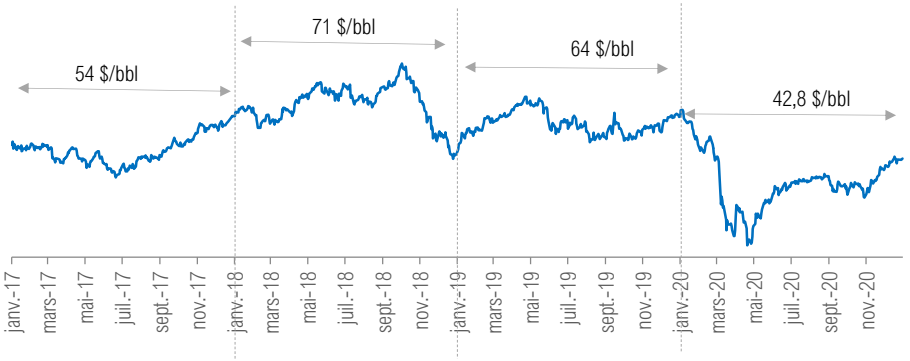
Poursuite de la hausse des prix des matières premières…

En décembre, les cours des matières premières ont poursuivi leur trajectoire haussière, comme en témoigne l'augmentation des indices synthétiques des produits énergétiques et des produits non-énergétiques de 15% et 4,7% respectivement.

Au niveau des produits énergétiques, les cours du pétrole ont augmenté, pour le deuxième mois consécutif, de 15% en décembre, pour s'établir à 49,8 $/bbl en moyenne, leur niveau le plus haut depuis mars 2020. Cette évolution intervient dans un contexte marqué par la poursuite des programmes de soutien des Etats et des banques centrales, notamment la BCE et la FED, le démarrage des premières campagnes de vaccination et l'annonce de la conclusion d'un accord entre les pays de l'OPEP+[1] pour ajuster à la hausse leur production du pétrole de 0,5 Mb/j à partir de janvier 2021, faisant passer la baisse prévue de 7,7 Mb/j à 7,2 Mb/j.

Notons que par rapport à fin 2019, les prix du pétrole ont enregistré une baisse de 24%. En moyenne annuelle, ces cours ont reculé de 33,1% par rapport à l'année précédente.

Prix du Pétrole - En $ / baril –



Source: Bloomberg

[1] Le groupe OPEP+ est constitué des 13 pays membres de l'OPEP et 10 autres producteurs dont la Russie.

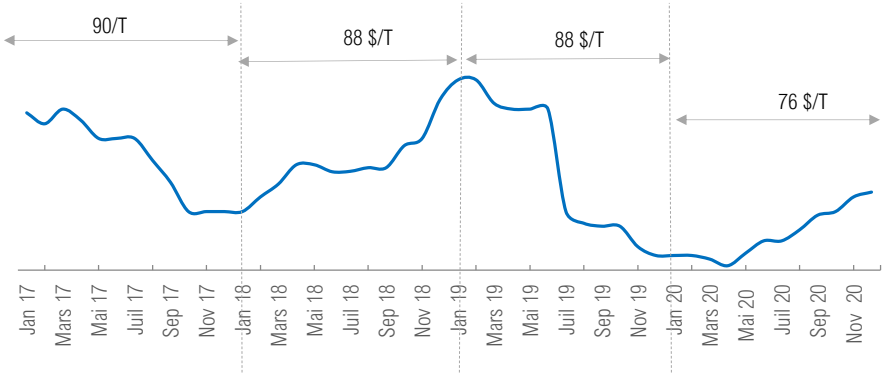
De même, les cours du gaz butane se sont appréciés de 28,9% en décembre, pour s'établir à 519,5 $/T, leur niveau le plus haut depuis mars, ramenant leur hausse par rapport à fin 2019 à 11,3%. En moyenne annuelle, les prix ont baissé de 10,3% en 2020 par rapport à l'année précédente.

Parallèlement, l'indice synthétique des cours des denrées alimentaires a poursuivi la hausse, en décembre (+4,7%). Ainsi, les prix ont augmenté de 3,2% pour le blé tendre français (263,6 $/T en moyenne en décembre), de 4,4% pour le maïs (198,8 $/T), tandis qu'ils se sont dépréciés de 1,8% pour le blé tendre américain (268,6 $/T), et de 1,7% pour le sucre brut (348,6 $/T).

Pour leur part, les prix des métaux de base se sont globalement renchéris en décembre, avec des hausses de 4,1% pour le zinc (2 779,9 $/T) et l'aluminium (2 014,7 $/T), de 5,5% pour le plomb (2 020,5 $/T), de 9,9% pour le cuivre (7 772,2 $/T) et de 6,4% pour le nickel (16 823 $/T).

Au niveau du marché mondial des phosphates et dérivés, les cours de la roche ont maintenu leur trajectoire haussière entamée en mai avec +1% en décembre pour atteindre 83,3 $/T, leur plus haut niveau depuis juin 2019, portant ainsi leur évolution par rapport à fin 2019 à +14,9%. Parallèlement, les cours des engrais se sont appréciés avec des progressions mensuelles de 8% pour le DAP (388,5 $/T) et de 9,4% pour le TSP (320 $/T), soit des performances annuelles de +63,1% et +31,7% respectivement. En moyenne annuelle, les prix des phosphates et dérivés demeurent en baisse par rapport à l'année précédente de 13,5% pour les phosphates (76,1 $/T) et de 10% pour le TSP (265 $/T), tandis qu'ils ont augmenté de 2% pour le DAP (312,4 $/T).

Prix du Phosphate - En $ / tonne –



Source: Banque mondiale

Dynamisme des places boursières…

Au titre du mois décembre, les places financières internationales ont confirmé leurs performances positives aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe. Cette dynamique a été favorisée, d'une part, par les politiques monétaires accommodantes adoptées par les banques centrales et l'accord sur un nouveau plan de relance économique aux États-Unis et, d'autre part, par le déploiement des premières campagnes de vaccination.

Ainsi, sur les places américaines, les indices boursiers NASDAQ et S&P^{500} ont augmenté de 7% et 4,1% respectivement en décembre, portant leurs hausses constatées par rapport à fin 2019 à +43,7% et +16,3%.

Parallèlement, les bourses européennes ont enregistré des évolutions positives et ce, en dépit du durcissement des mesures de distanciation sociale, comme en témoigne la progression de l'indice de référence EuroStoxx50 de 4,1% en décembre, atténuant son recul observé par rapport à fin 2019 à -5%. Cette performance traduit des hausses au niveau des principaux indices européens, notamment le GDAXI Allemagne (+3,6%), le CAC 40 (+4%), l'IBEX Madrid (+6,2%) et le FTSE MIB Italie (+4,8%). Sur l'année, et à l'exception du GDAXI qui s'est apprécié de 1,8%, les autres indices ont marqué des contre-performances de l'ordre de -5,8% pour le FTSE MIB, -6,2% pour le CAC 40 et -14,2% pour l'IBEX.

Pour sa part, l'indice boursier émergent MSCI-EM a poursuivi son rétablissement en décembre évoluant de +5,6%, portant ainsi sa progression depuis fin 2019 à 16%.

CONTEXTE NATIONAL :

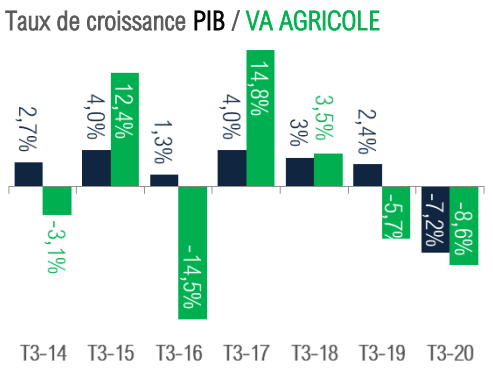
Atténuation relative de la contraction du PIB au T3-20…

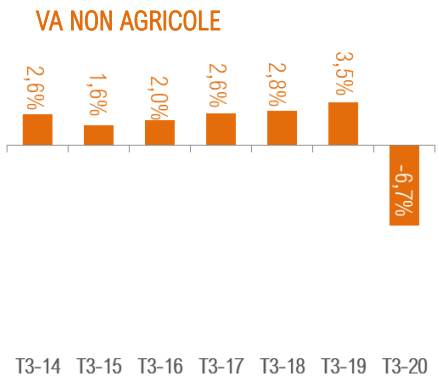
Sur la base des derniers résultats des comptes nationaux trimestriels du HCP, l'économie nationale a enregistré une contraction de 7,2% au T3-20 contre +2,4% au T3-19, soit une sensible atténuation en comparaison avec la récession de 14,9% enregistrée durant le T2-20, qui a quasi coïncidé avec la période du confinement. Cette situation est particulièrement liée à un recul moins important de la valeur ajoutée non agricole de 6,7% contre -15,5% au T2-20 et +3,5% au T3-19, reflétant un début de reprise de l'activité économique mais à des degrés différenciés. De son côté, et compte tenu de la succession de deux campagnes agricoles défavorables, la valeur ajoutée du secteur a enregistré une baisse de 8,6% au T3-20 au lieu de -5,7% un an auparavant. Le secteur de la pêche a enregistré une croissance de +7,7% contre +1,4%, ce qui a limité la baisse de la valeur ajoutée du secteur primaire à -7,3% contre -5,1% au T3-19.

De son côté, la croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est repliée de 3,8% contre +2,9% un an auparavant, découlant des contre-performances enregistrées au niveau du BTP (-12,5% contre +1,5%) et des industries de transformation (-2,6% contre +2,3%). Par ailleurs, force est de constater que des évolutions positives ont été enregistrées au niveau des industries d'extraction (+4,3% contre +2,3%) et du secteur de l'électricité et eau (+0,7% au lieu de +9,7%).

Au niveau du secteur tertiaire, la contraction de l'activité a été plus prononcée avec une baisse de 8,4% contre +3,9% au T3-19. En effet, les pertes de croissance les plus importantes ont été enregistrées au niveau des secteurs du tourisme (-65,2% après +4,3%), du transport (-32,8% après +7,2%), du commerce (-11,7% contre +2,1%), des services rendus aux ménages et aux entreprises (-8,3% contre +3,8%) et, dans une moindre mesure, des télécommunications (-3% après -0,5%). Par ailleurs, d'autres secteurs plus résilients ou moins exposés aux effets de la crise sanitaire ont maintenu une croissance positive, notamment l'éducation et santé (+5,8% contre +2,9%), l'administration publique (+4,1% contre +5,3%) et les activités financières et assurances (+1,7% après +4,6%).

Compte tenu de ces évolutions et de la baisse du poste impôts nets des subventions (-9,2% au lieu de +2,6% au T3-19), la croissance du PIB non agricole a reculé de 7% contre +3,4% durant la même période il y a un an. Quant au PIB nominal, il a enregistré un repli de 6,9%, laissant apparaître une hausse de 0,3% du niveau général des prix contre +1,5% au T3-19.





Source : Haut-Commissariat au Plan

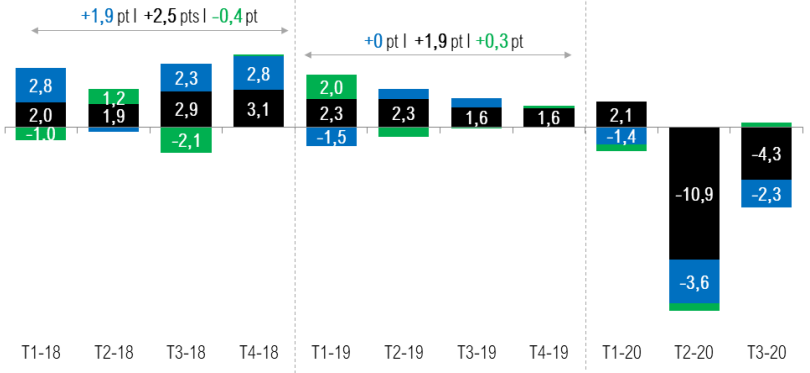
Fort repli de la contribution de la demande intérieure à la croissance économique…

Durant le T3-20, la demande intérieure a contribué négativement à la croissance économique de -7,1 points au lieu de +2,3 points au T3-19. En effet, son rythme de croissance s'est situé à -6,6% contre +2,2% un an auparavant, reflétant des baisses aussi bien de l'investissement (-7,8% au lieu de +2,5%), amputant la croissance du PIB de -2,3 points contre +0,8 point, que de la consommation des ménages (-10,5% contre +1%), soit une contribution de -6,2 points à la croissance économique contre +0,6 point au T3-19. Pour sa part, la consommation finale des administrations publiques a progressé de 6,4% au lieu de +5,3%, affichant ainsi une contribution à la croissance de +1,2 point contre +1 point.

Recul des échanges extérieurs…

Compte tenu d'une baisse plus importante des exportations (-13,7% contre +8,5%) que des importations (-11,3% contre +6,8%), la contribution du solde des échanges extérieurs de biens et services à la croissance économique est restée quasi-nulle avec un niveau de +0,1 point contre -0,1 point au T3-19.

Contribution à la croissance : Investissement / Consommation / Echanges extérieurs - En points –



Source : Haut-Commissariat au Plan

IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN 2020 :

La crise sanitaire induite par la Covid-19, de par son ampleur et ses conséquences inédites, peut être considérée comme étant la plus grave crise que l'humanité ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. L'économie marocaine, très ouverte sur son environnement extérieur, a été également affectée alors qu'elle était sur une trajectoire de consolidation de ses fondamentaux macro-économiques, de dynamisation de son potentiel de croissance et d'accélération du rythme des réformes structurelles.

En effet, la fermeture des frontières a mis à l'arrêt plusieurs secteurs, dont notamment le tourisme et, dans une moindre mesure, les branches d'activité orientées à l'export. Les exportations des produits alimentaires ont maintenu leur dynamisme étant donné les grandes difficultés d'approvisionnement qu'avaient connus les pays partenaires de la zone euro.

Sur la base de ces éléments, l'évolution des activités sectorielles dans le contexte de cette crise sanitaire laisse présager, des évolutions contrastées dont l'ampleur et l'étendue ont été différentes :

- ✓ des secteurs qui se comportent bien et dont la contribution à la création de richesse est importante à l'instar de l'industrie extractive, l'industrie agroalimentaire, l'industrie chimique, le secteur de télécommunication et les services financiers ;
- ✓ des secteurs importants modérément touchés par la crise sanitaire à l'image du BTP, du commerce et du transport.
- ✓ des secteurs très impactés à l'instar du tourisme et les activités connexes et, dans une moindre mesure, du textile et des industries mécanique, métallurgique et électrique.

A ce choc s'ajoute l'impact de la sécheresse qui devrait compromettre les perspectives de croissance mais dans des proportions limitées. L'économie marocaine devrait, compte tenu de ces éléments, marquer une récession autour de 5,8% en 2020 et ce, pour la première fois depuis la fin des années quatre-vingt-dix.

Une faible campagne céréalière 2019/20 et un comportement positif des autres filières…

La campagne agricole 2019/2020 a été caractérisée par un déficit pluviométrique important et une mauvaise répartition temporelle des pluies. Ainsi, le cumul pluviométrie s'est limité à 239 mm à fin mai 2020, en baisse de 31% par rapport à la moyenne de 30 ans et de 19% par rapport à la campagne précédente.

En termes de résultats, la production des **trois principales céréales** a été estimée à 32 millions de quintaux, en sensible baisse de 39% par rapport à la campagne précédente et de 57% par rapport à la production moyenne de 75 M.Qx. De même, les cultures arboricoles ont marqué des baisses importantes allant de -26,8% pour les olives à -30% pour les agrumes compte tenu des records atteints l'année précédente.

Par ailleurs, des tendances favorables ont été relevées au niveau des autres filières, en particulier les **produits maraîchers,** pour lesquels les exportations ont enregistré un volume de l'ordre de 1,4 million de tonnes, en hausse de 12% par rapport à la campagne 2018-19. De leur côté, les expéditions de la tomate ont marqué une augmentation de l'ordre de 5%, alors qu'une croissance remarquable de 22% a été enregistrée niveau des fruits rouges.

Concernant le **cheptel**, les précipitations des mois de mars et d'avril avaient contribué à l'amélioration de la situation des ressources fourragères des parcours et à l'atténuation de l'impact de la sécheresse sur le revenu des éleveurs.

Début très favorable de la campagne agricole 2020/2021…

Les pluies importantes qui ont touché l'ensemble du territoire national à partir de la 3ème décade du mois de novembre 2020 ont permis de résorber progressivement le déficit pluviométrique qui a atteint 21,4% au 31 décembre 2020. En effet, **le cumul pluviométrique** moyen national au 13 janvier 2021 s'est élevé à 180,6 mm, en hausses de 50% par rapport à la campagne précédente (120,3 mm) à la même date et de 5% par rapport à la moyenne des 30 dernières

années (172,2 mm). Ainsi et en ce qui concerne **la production arboricole**, les premières estimations du Ministère de l'Agriculture se présentent comme suit :

- Agrumes : Hausse de 29% sous l'effet des températures relativement clémentes durant les périodes de floraison et de nouaison et de l'entrée en production des nouvelles plantations. En termes d'exportations, et face à l'offre relativement limitée des principaux concurrents du Maroc et d'une demande internationale soutenue pour les agrumes dans le sillage de la pandémie, une hausse de 10% est attendue.
- Olivier : Progression de 14% compte tenu de l'effet positif des pluies des mois d'avril et mai qui ont favorisé la nouaison et le développement des fruits. De même, l'effet de l'alternance de l'olivier a coïncidé cette campagne avec un cycle haut de production.
- Palmier dattier : Hausse de 4% en comparaison avec le record atteint l'année dernière. Cette performance record est due aux effets positifs des conditions climatiques et à l'impact du programme de plantation de 1 million de palmiers.

S'agissant de **la campagne d'exportation des produits agricole** 2020/21, elle présente des perspectives prometteuses en dépit du contexte international difficile en relation avec la crise sanitaire. En effet, les exportations des produits maraîchers ont enregistré un volume de 214,5 mille de tonnes (du 1er septembre au 22 novembre), en hausse de 15% par rapport à la campagne précédente. Pour leur part, les exportations de clémentines se sont élevées à 106,6 mille tonnes, en augmentation de 60%. Cette tendance favorable a concerné également les expéditions de la tomate qui ont progressé de 3% pour atteindre un volume de 117,4 mille tonnes. Au niveau des fruits rouges, les exportations de la framboise ont atteint 6,5 milles tonnes, progressant de 17% par rapport à la campagne précédente.

Ralentissement des activités non agricoles…

Sur le plan sectoriel, l'année 2020 a été marquée par une conjoncture extrêmement difficile suite à la propagation de la pandémie de la Covid-19, en particulier lors de la mise en place de mesures strictes de confinement du 20 mars au 10 juin puis des décisions restrictives spécifiques après cette date. Cette situation s'est traduite par un arrêt quasi-total des secteurs du tourisme et du transport aérien des voyageurs et par un ralentissement, à des degrés différenciés, de l'activité des autres secteurs économiques :

Secteur de la pêche : Le volume des débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale a reculé au terme de l'année 2020 de 7,1% contre +6,4% un an auparavant, reflétant principalement une baisse des captures du poisson pélagique (-9,2%). De son côté, la valorisation des captures s'est contractée de 8,5% contre -0,1% un an auparavant, tirée principalement par des baisses des valeurs des captures des crustacées et coquillages (-24,7%), du poisson blanc (-12%) et du poisson pélagique (-7,6%).

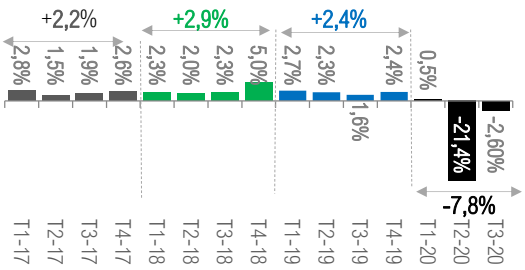
Secteur minier : Le secteur des mines a été parmi les rares secteurs qui ont été épargnés par la crise sanitaire. En effet, la production de phosphate brut s'est renforcée de 5,5% au cours des onze premiers mois de l'année 2020 contre +3,7% à fin novembre 2019. De même, la production des dérivés a enregistré une hausse de 10,1% contre +12,6%, résultant aussi bien de l'acide phosphorique (+5,7%) et des engrais phosphatés (+13,1%).

De leur côté, les exportations en volume ont affiché une sensible hausse à fin novembre 2020 de 7,2% pour le phosphate brut et de 18,2% pour les dérivés. Cette bonne résilience est attribuée à la flexibilité du Groupe OCP pour répondre aux exigences des marchés ainsi qu'à la forte demande en Inde grâce à des niveaux de consommation exceptionnels et un pouvoir d'achat favorable des fermiers au Brésil.

Secteur industriel : Après une sensible baisse de 21,4% au T2-20, la contre-performance de l'indice de production des industries manufacturières, hors raffinage de pétrole (IPI), s'est atténuée pour se limiter à -2,6% au T3-20. En moyenne des trois premiers trimestres, l'IPI s'est replié de 7,8%, reflétant notamment la baisse des indices de production des industries liés à l'automobile (-29%), au cuir (-24%), à la fabrication de produits métalliques (-23,2%), au travail du bois (-22%) et à la métallurgie (-19,4%). Par ailleurs, des évolutions positives ont été affichées au niveau des industries chimique (+7,6%), pharmaceutique (+1,2%) et alimentaire (+0,8%).

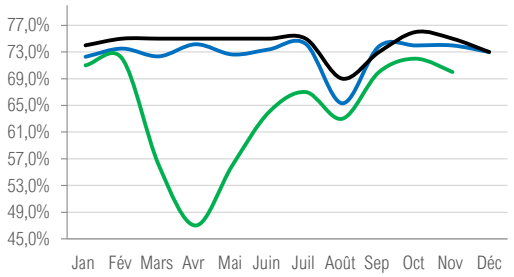
Par ailleurs, après sa forte décrue en avril à son plus bas niveau de 47%, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle (TUC) s'est progressivement consolidé pour atteindre 70% en novembre contre 75% au même mois de l'année précédente. Ainsi, et en moyenne des onze premiers mois de l'année 2020, le TUC s'est replié de 9,9 points pour revenir à 64,4%. Ce recul a été tiré essentiellement par les industries mécaniques et métallurgies (-15,6 points), de textiles et cuir (-21,5 points) et chimiques et para-chimiques (-8,3 points).

Indice de la production industrielle
- Hors raffinage de pétrole - En % -



Source : Haut-Commissariat au Plan

Taux d'utilisation des capacités de production industrielle –
Moy. Janv.– Nov 2018 : 72,7% I 2019 : 74,3% I 2020 : 64,4%



Source : Bank Al-Maghrib

Secteur énergétique : La production locale d'électricité s'est repliée de 4,1% à fin 2020 contre +17,2% un an auparavant. Cette évolution est principalement liée à la baisse de la production de l'ONEE (-13,8%) et, dans une moindre mesure, à celles issues des énergies renouvelables inscrites dans le cadre de la loi 13-09 (-6,6%) et la production concessionnelle (-0,9%).

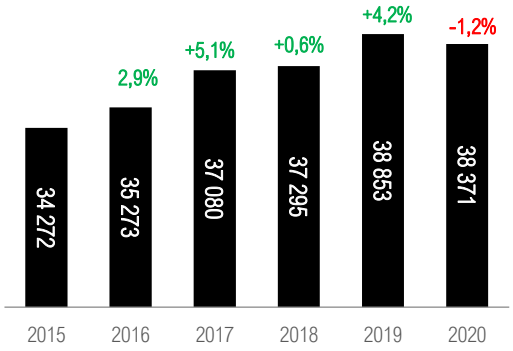
Pour ce qui est du solde des échanges d'énergie avec l'Algérie et l'Espagne, il a affiché une sensible baisse de 125%, recouvrant un repli de 57% des exportations et une hausse de 62,8% des importations. Ainsi, l'énergie appelée nette a reculé de 1,2% à fin 2020 contre +4,% en 2019.

De son côté, la consommation d'électricité a accusé une baisse de 1,5% contre +0,3% il y a un an. Cette diminution trouve son origine dans les replis de la consommation d'électricité à très haute tension et haute tension (-5,4%), celle distribuée aux régies (-4,8%) et, dans une moindre mesure, de la consommation à moyenne tension (-0,4%). Par contre, la consommation résidentielle a progressé de 4,2% à fin 2020 et ce, suite à la période du confinement et le maintien du télétravail dans plusieurs secteurs.

BTP : Durant le mois de décembre, les ventes de ciment ont quasiment stagné, ramenant ainsi la contre-performance cumulée depuis le début de l'année à 10% contre un pic de baisse de 26% à fin mai 2020 et +2,6% à fin 2019. Par composante, cette contre-performance annuelle découle des replis au niveau du béton prêt à l'emploi (-15,4%), du béton PREFA (-11,3%), du bâtiment (-20,3%) et de la distribution (-8,9%). Seules les ventes au niveau du segment de l'infrastructure ont affiché une hausse de 12,5%.

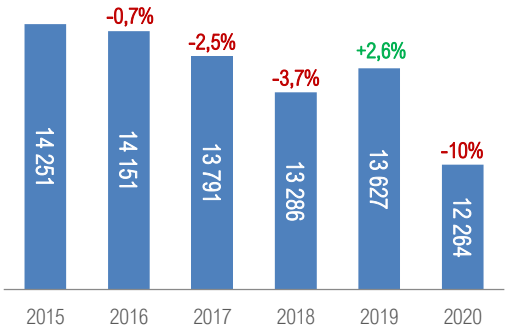
Parallèlement, les crédits bancaires accordés au secteur ont enregistré une hausse de 5 MM.DH ou 1,8% au cours des onze premiers mois de l'année 2020 contre +8,5 MM.DH ou +3,2% durant la même période de l'année précédente. Cette évolution reflète une poursuite de la hausse des crédits alloués à l'habitat (+5,6 MM.DH ou +2,6% contre +7,7 MM.DH ou +3,7%), tandis que les crédits à la promotion immobilière ont accusé une baisse de 2,8 MM.DH ou 4,7% contre -1,1 MM.DH ou -2% un an auparavant.

Production nette d'électricité - En GWh -



Source : Office national de l'électricité et de l'eau potable

Ventes de ciments - En tonne-



Source : Association Professionnelle des Cimentiers

Tourisme : L'activité touristique, l'une des plus affectées par la crise sanitaire suite la fermeture des frontières depuis la mi-mars 2020, continue à afficher des évolutions négatives. En effet, les arrivées touristiques ont accusé une sensible baisse de 78% à fin septembre 2020 pour se limiter à 2,2 millions de touristes au moment où les nuitées dans les établissements classés se sont repliées de 70%.

Toutefois, le renfoncement par plusieurs opérateurs aériens de leur programme de liaisons vers différentes régions du Royaume au cours des derniers mois de l'année témoigne d'un début de retour de la demande vers la destination marocaine.

Transport : L'activité du transport aérien a été également parmi les secteurs les plus touchés par la pandémie, en dépit d'un assouplissement des restrictions aux voyages internationaux durant les derniers mois. En effet, le nombre de passagers ayant transité par les aéroports marocains s'est limité à 7,2 millions passagers en 2020 contre 25 millions en 2019, en baisse de 71,5%.

Par ailleurs, l'activité portuaire a maintenu une bonne résilience avec une hausse du trafic géré par l'ANP de 4,2% à fin octobre 2020 contre +5% au cours de la même période de l'année précédente.

ECHANGES EXTERIEURS : Allégement du déficit commercial…

Au terme des onze premiers mois de l'année 2020, la situation des échanges extérieurs a fait ressortir un allègement de 49,2 MM.DH ou 26,2% du déficit commercial, pour s'établir à 138,8 MM.DH. Cette situation est le résultat d'une baisse des importations (-71,2 MM.DH ou -15,9%) plus importante que celle des exportations (-22 MM.DH ou -8,4%). Ainsi, le taux de couverture s'est amélioré de 5,1 points pour atteindre 63,3%.

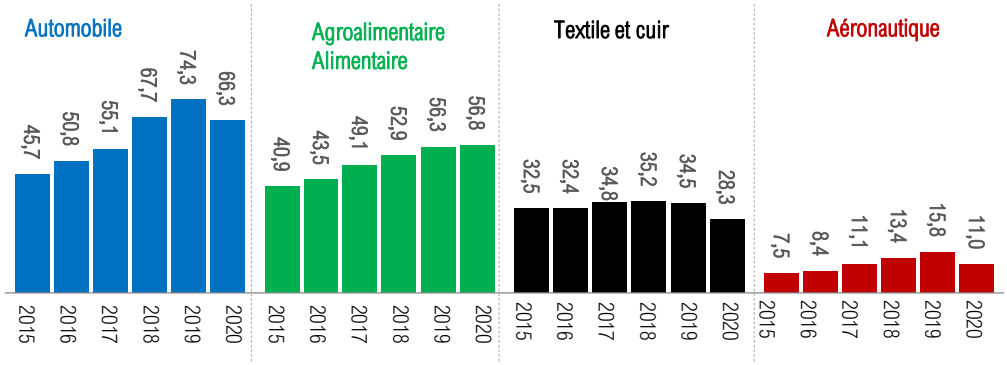
Atténuation des tendances baissières des exportations …

Au niveau des exportations, qui ont atteint 239,2 MM.DH, les ventes du groupe OCP ont enregistré une légère hausse de 157 M.DH ou 0,3%. En effet, les quantités exportées des phosphates et des engrais naturels et chimiques ont augmenté respectivement de 7,2% et 25% alors que celles de l'acide phosphorique se sont inscrites en baisse de 10,6%. De leur côté, les prix ont reculé de 15,6% pour les phosphates, de 13,1% pour le TSP et de 2,3% pour le DAP.

Hors OCP, les exportations ont accusé une sensible baisse de 22,2 MM.DH ou 10,3%, en liaison notamment avec la contre-performance des industries liées aux métiers mondiaux du Maroc. En effet, les exportations du secteur de l'automobile, qui ont vu leur part dans le total des exportations revenir à 27,7% contre 28,5% un an auparavant, ont reculé de 10,8% suite à un repli des activités câblage (-20,5%), de la construction (-15,4%) et de l'intérieur véhicules et sièges (-9%). Toutefois, il est à signaler que les exportations de ce secteur ont affiché de bonnes évolutions au cours des derniers mois avec une reprise de 9,5% (GA) en moyenne sur la période juin-novembre contre -60,5% en moyenne sur mars-mai.

S'agissant de l'industrie aéronautique, les ventes se sont repliées de 30,1% en raison de cycles de production plus longs que ceux de l'automobile. Le secteur du textile a, de son côté, enregistré une baisse de 18%, sous l'effet principalement du recul des ventes des vêtements confectionnés (-21%) et des articles de bonneterie (-21,6%). Notons à cet égard que les exportations de ce secteur se sont améliorées à partir du mois d'août, suite à la levée du confinement et la reconversion de certaines entreprises du secteur dans la fabrication des masques de protection. Enfin, pour ce qui est du secteur de l'agro-alimentaire, moins affecté par la crise, les expéditions ont enregistré une progression de 1% à fin novembre 2020.

Exportations des MMM à fin Novembre -En MM.DH-



Source : Office des Changes

Baisse de la facture énergétique et hausse de la facture alimentaire…

Quant aux importations, qui se sont établies à 378 MM.DH, leur baisse résulte notamment de celle de la facture énergétique de 24,9 MM.DH ou 35,7%, suite notamment au recul des approvisionnements en huiles de pétrole et lubrifiants (-61,3%) et en Gas-oils et fuel-oils (-41,6%). Par contre, la facture alimentaire a progressé de 7,1 MM.DH ou 16,3%, en lien avec la hausse des achats d'orge (+245%) et de blé (+40,7%).

Hors produits énergétiques et alimentaires, les importations ont reculé de 53,4 MM.DH ou 15,9% pour revenir à 282,3 MM.DH. Ainsi, les achats de biens de consommation se sont repliés de 20 MM.DH ou 19,3%, en lien notamment avec la baisse des acquisitions des voitures de tourisme (-7,9 MM.DH). De même, les importations de biens d'équipement ont diminué de 19,2 MM.DH ou 16,6%, suite principalement à la baisse des achats des avions et autres véhicules aériens ou spatiaux (-7,5 MM.DH). Pour leur part, les acquisitions de demi-produits ont reculé de 11,2 MM.DH ou 11,8%, résultat de la baisse des achats des matières plastiques (-1,5 MM.DH) et des fils et câbles électriques (-1 MM.DH).

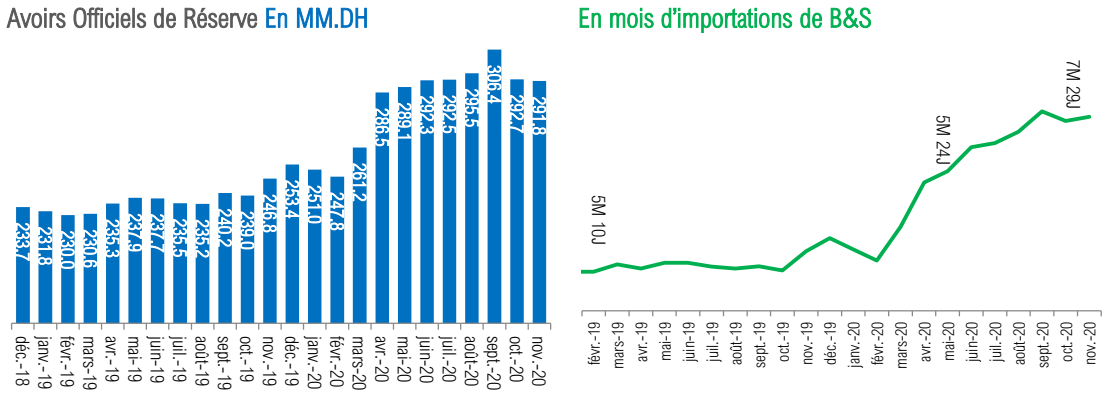
Résilience des transferts des MRE et recul des autres postes de la balance de paiements …

Au terme des onze premiers mois de l'année 2020, les transferts des MRE se sont améliorés de 2,3 MM.DH ou 3,9%, reflétant le fort mouvement de solidarité des MRE envers leurs familles notamment après le déconfinement en Europe. En effet, ces transferts ont renoué avec la hausse durant la période juin-novembre (+15,6%) après les évolutions négatives enregistrées au cours de la période Mars-Mai (-19%). En revanche, les recettes voyage ont fortement baissé de 42,1 MM.DH ou 57,7%, suite au quasi arrêt du tourisme récepteur.

Ainsi et malgré le sensible recul du déficit commercial, ces deux postes n'ont permis de couvrir que 66,8% de ce déficit contre 70,5% au cours de la même période de l'année précédente.

Parallèlement, les flux nets des Investissements Directs Etrangers au Maroc ont accusé une baisse de 3,5 MM.DH ou 20% à fin décembre 2020, traduisant un repli de 7,1 MM.DH ou 23% des recettes et une hausse de 3,7 MM.DH ou 26,9% des dépenses. Néanmoins, ce repli a été compensé par la baisse du flux net des Investissements Directs Marocains à l'étranger de 4,6 MM.DH ou 54,2%.

Compte tenu d'une amélioration du solde commercial, du tirage sur la LPL du FMI en avril dernier (30 MM.DH) et de la mobilisation de financements extérieurs par le Trésor, en particulier sur le MFI, les avoirs officiels de réserve se sont renforcés de 38,5 MM.DH ou 15,2% pour atteindre 291,8 MM.DH à fin novembre 2020, permettant ainsi de couvrir l'équivalent de 7 mois 29 jours.



Source : Office des Changes

S'agissant des premiers résultats de la balance des paiements pour les neufs premiers mois de l'année 2020, un allégement de 1,8 point du PIB a été constaté au niveau du déficit du compte des transactions courantes, pour s'établir à -15,7 MM.DH ou -2% du PIB contre -32,8 MM.DH ou -3,8% du PIB pour la même période 2019.

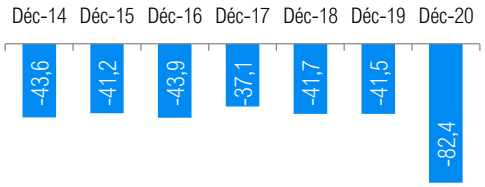
Dans cette évolution, le déficit de la balance commerciale (FOB-FOB) a enregistré une sensible baisse de 33 MM.DH ou 23,1%. Au niveau des services, l'excédent est passé de +68 MM.DH à fin septembre 2019 à +43 MM.DH à fin septembre 2020, soit une baisse de 25 MM.DH ou 2,6% du PIB, sous l'effet essentiellement du fort recul de la balance des voyages.

Quant aux revenus primaires, leur déficit s'est atténué de 4,8 MM.DH ou 0,4 point du PIB, pour se situer à -9,8 MM.DH. De son côté, l'excédent du revenu secondaire s'est amélioré de 4,6 MM.DH, s'élevant ainsi à 61 MM.DH.

FINANCES PUBLIQUES : Creusement du déficit budgétaire…

L'exécution de la loi de finances rectificative (LFR) à fin décembre 2020 ressort en ligne avec un déficit budgétaire de 82,4 MM.DH ou 7,6% du PIB. Ce résultat a été atteint malgré un certain nombre de contraintes et de contingences et dans le respect des engagements de l'Etat au titre de la stratégie de soutien des secteurs sociaux et économiques et de relance.

Déficit budgétaire - En MM.DH -



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Une plus-value des recettes fiscales…

A fin décembre 2020, les recettes ordinaires, sur une base nette et hors part des recettes fiscales bénéficiant aux collectivités territoriales, se sont établies à 229,1 MM.DH, en baisse de 23,7 MM.DH ou 9,4% par rapport à fin décembre 2019. Comparativement aux prévisions de la LFR-20, et malgré la non réalisation de certaines recettes, le taux d'exécution des recettes ordinaires, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, s'est situé à 103%, grâce au bon comportement des recettes fiscales.

Ainsi, les recettes fiscales se sont établies à près de 198,8 MM.DH, dégageant une plus-value de 13 MM.DH comparativement aux prévisions de la LFR, ce qui a permis de compenser les moins-values constatées au niveau des recettes non fiscales. Cette bonne tenue des recettes fiscales a été favorisée par l'effet de la régularisation spontanée de la situation fiscale des contribuables, objet de la mesure instituée par la loi de finances 2020 et dont l'impact, chiffré à près de 3 MM.DH, s'est ressenti principalement au mois de décembre. A signaler également que cette plus-value est intervenue malgré la poursuite de l'effort de l'Etat en matière de remboursements des crédits de TVA, qui ont atteint 10,4 MM.DH à fin 2020 contre 9,8 MM.DH un an auparavant.

Par rapport à fin décembre 2019, les recettes fiscales ont marqué une baisse de 13,8 MM.DH ou 6,5%. Cette diminution a été induite par le recul aussi bien des impôts directs (-3,9 MM.DH ou -4%) que des impôts indirects (-8 MM.DH ou -8,8%).

Le repli des impôts directs s'explique principalement par la baisse des recettes tirées de l'impôt sur le revenu (IR) de -2,8 MM.DH ou -6,5% pour revenir à 40,2 MM.DH. Cette évolution résulte de l'effet combiné de l'arrêt d'activité au niveau de plusieurs secteurs et des pertes d'emplois qui ont en découlé. Toutefois, les recettes au titre de l'IR font ressortir un taux de réalisation en ligne avec les prévisions de la LFR, soit 100,3%.

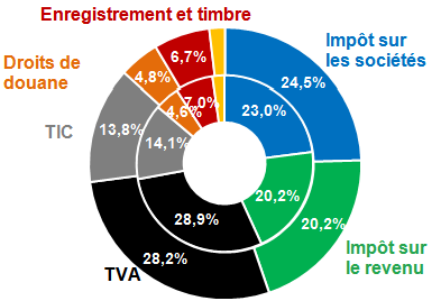
De leur côté, les recettes nettes tirées de l'impôt sur les sociétés (IS) se sont stabilisées au même niveau enregistré à fin décembre 2019 avec 48,8 MM.DH. Par rapport à la LFR, les recouvrements au titre de l'IS ont enregistré un taux de réalisation de 113,7%.

Concernant les recettes au titre de la contribution de solidarité sur les bénéfices, elles se sont établies à 2,2 MM.DH contre 2 MM.DH un an auparavant. Il est à noter que cette contribution a été instituée par la loi de finances 2019 sur les sociétés soumises à l'IS et réalisant un bénéfice supérieur ou égal à 40 M.DH et ce, au titre des années 2019 et 2020.

Pour leur part, les impôts indirects ont baissé de 8 MM.DH ou 8,8% pour revenir à 83,4 MM.DH, traduisant une réduction des recettes tirées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), des taxes intérieures à la consommation (TIC), des droits d'enregistrement et de timbre et, dans une moindre mesure, des droits de douane.

Ainsi, les recettes tirées de la TVA ont reculé de 5,5 MM.DH ou 8,9% pour se limiter à 56 MM.DH, traduisant une baisse de la TVA à l'importation de 4,9 MM.DH ou 12,6% et, dans une moindre mesure, de la TVA à l'intérieur de 557 M.DH ou 2,5%. Parallèlement, les recettes tirées des TIC ont affiché une baisse de 2,5 MM.DH ou 8,4% pour revenir à près de 27,4 MM.DH, sous l'effet du repli à la fois des TIC sur les produits énergétiques (-2,2 MM.DH ou -13,2%) et sur les tabacs (-311 M.DH ou -2,7%).

Recettes fiscales- Parts en %-
Anneau Interne : Fin Déc-19 / Externe : Fin Déc-20



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

De même, les recettes tirées des droits d'enregistrement et de timbre ont accusé une baisse de 1,7 MM.DH ou 11,4% pour s'établir à 13,3 MM.DH. Parallèlement, les recettes des droits de douane ont diminué de 280 M.DH ou 2,9% par rapport à leur niveau à fin décembre 2019 pour se limiter à 9,5 MM.DH.

Recul des recettes non fiscales…

Les recettes non fiscales ont affiché un recul de 9,2 MM.DH ou 25,2% pour se limiter à 27,2 MM.DH, en liaison notamment avec les moins-values enregistrées au niveau des financements innovants (-11,5 MM.DH) et des recettes et produits de cessions d'actifs en provenance des établissements et entreprises publics (-5 MM.DH). Cette baisse a été atténuée partiellement par une amélioration de 5,6 MM.DH des « fonds de concours et dons » et de 4,3 MM.DH des « produits divers ».

Dans ce sillage, les recettes de monopoles et participations se sont établies à 9,7 MM.DH contre 10,5 MM.DH un an auparavant, en baisse de près de 0,8 MM.DH ou 7,4%.

Rationalisation des dépenses…

L'exécution des dépenses s'est caractérisée par un effort de rationalisation des dépenses ordinaires au profit du renforcement de l'effort budgétaire dicté par la crise. En effet, et malgré la hausse des charges de la compensation, les dépenses ordinaires ont été contenues à 231,9 MM.DH, dégageant ainsi un taux d'exécution de 97,7% par rapport aux prévisions de la LFR 2020, grâce aux économies réalisées au titre des biens et services et des intérêts de la dette.

La charge de la compensation a, en effet, affiché un dépassement de 1,7 MM.DH par rapport aux prévisions, en liaison notamment avec l'augmentation des cours du gaz butane à 380 $/tonne en moyenne contre une prévision de 290 $/tonne. Les dépenses de biens et services ont, par contre, affiché une économie de 6,2 MM.DH pour se situer à 191,1 MM.DH.

Pour ce qui est des dépenses au titre des intérêts de la dette, ils ont enregistré une économie de près de 1,1 MM.DH par rapport à la LFR, sous l'effet principalement des baisses aussi bien des charges au titre de la dette extérieure de 807 M.DH que celles au titre de la dette intérieure de 274 M.DH.

Effort soutenu de l'investissement public…

Les émissions au titre des dépenses d'investissement ont affiché un taux de réalisation de 121,3% par rapport aux prévisions de la LFR pour s'établir à près de 85,9 MM.DH à fin décembre 2020 et en augmentation de 13,6 MM.DH ou 18,8% par rapport à l'année 2019. Ce montant recouvre, en plus des investissements traditionnels de l'Etat, la dotation prévue de 15 MM.DH au profit du Fonds d'investissement stratégique appelé à jouer un rôle moteur dans la stratégie de financement de la relance économique post-crise.

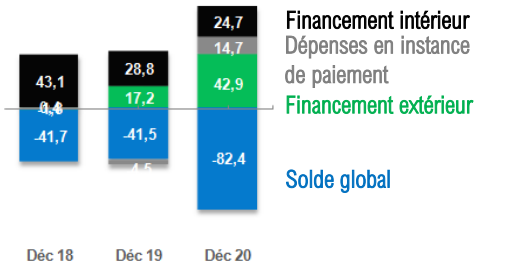
Solde positif des comptes spéciaux…

Les opérations des comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde positif de près de 6,3 MM.DH contre 2,3 MM.DH à fin décembre 2019, en augmentation de 4 MM.DH. Un tel niveau de solde s'explique à hauteur de 5,3 MM.DH, par l'excédent dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19. A rappeler que ce Fonds a permis la mobilisation de ressources pour un montant de 34,6 MM.DH, dont une contribution de 10 MM.DH du budget général. Les dépenses au titre du fonds se sont élevées à 29,3 MM.DH, dont 23 MM.DH au profit des ménages, 3 MM.DH pour la mise à niveau du système de santé et 3 MM.DH en faveur de la Caisse Centrale de Garantie (CCG).

Hausse du besoin de financement du Trésor …

Compte tenu de l'excèdent dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie de la Covid-19, le déficit budgétaire s'est établi à 82,4 MM.DH contre 41,5 MM.DH un an auparavant, soit une hausse de 40,8 MM.DH. Compte tenu de la variation des opérations en instance de 14,7 MM.DH, le besoin de financement du Trésor s'est élevé à 67,6 MM.DH, en aggravation de près de 21,6 MM.DH par rapport à fin décembre 2019.

Besoins et sources de financement du Trésor –En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

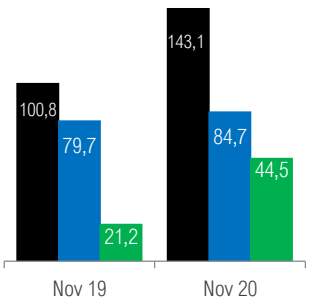
DETTE : Hausse des souscriptions sur le MAVT…

Durant les onze premiers mois de l'année 2020, le financement du Trésor sur le marché domestique s'est effectué dans des conditions satisfaisantes et ce, malgré la situation exceptionnelle que traverse le pays. Dans ce contexte, les souscriptions sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) se sont établies à près de 143,1 MM.DH, en hausse de 42,3 MM.DH ou 41,9% par rapport à la même période de l'année précédente.

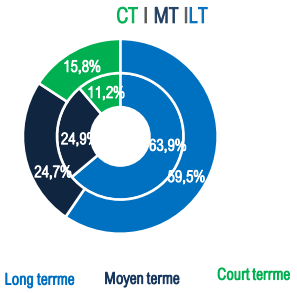
Cette hausse a concerné principalement les maturités à court terme avec des levées qui ont progressé de 57,6 MM.DH ou 235,8% pour atteindre 82,1 MM.DH, soit 57,4% du total contre 24,2% à fin novembre 2019. De même, le volume souscrit au titre des maturités moyennes a affiché une hausse de 6,1 MM.DH ou 24,9% pour se situer à 30,4 MM.DH (21,3% des levées contre 24,2%). En revanche, les souscriptions au titre des maturités longues ont reculé de 21,4 MM.DH ou 36,8% pour se limiter à 30,6 MM.DH (21,4% des levées contre 51,6% un an auparavant).

Compte tenu de la hausse de 11,3 MM.DH ou 13,6% des remboursements qui se sont établis à 94,1 MM.DH, l'encours de la dette intérieure du Trésor s'est élevé à 648 MM.DH à fin novembre 2020, en hausse de 62,3 MM.DH ou 10,6% par rapport à fin 2019 contre +17,8 MM.DH ou +3,1% un an auparavant. Par terme, cet encours demeure dominé par le long terme à hauteur de 59,5% contre 63,9% il y a un an, suivi par le moyen terme (24,7% contre 24,9%) et le court terme (15,8% contre 11,2%).

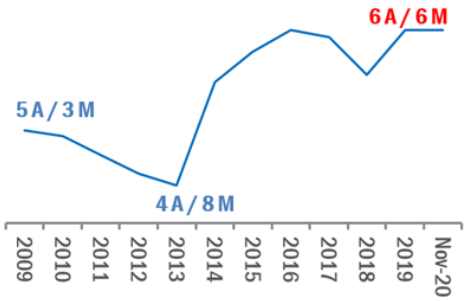
Souscriptions | Remboursements | Flux



Structure de la dette intérieure
Anneau Interne : Nov-19 /
Ext. : Nov-20



Durée de vie moyenne

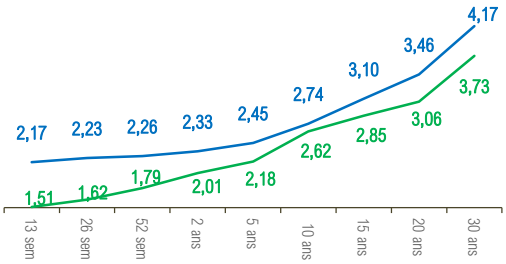


Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Amélioration des conditions de financement du Trésor…

Au cours des onze premiers mois de l'année 2020, les taux appliqués sur le marché primaire des bons de Trésor (Bdt) se sont inscrits en baisse par rapport à la même période de l'année précédente. Au niveau des maturités courtes, ces baisses ont atteint 66 pbs pour les BdT à 13 semaines (1,51%), 61 pbs pour les 26 semaines (1,62%), 47 pbs pour les 52 semaines (1,79%) et 32 pbs pour ceux à 2 ans (2,01%). S'agissant des maturités moyennes et longues, ces replis se sont établis à 43 pbs pour les 30 ans (3,73%), 40 pbs pour les 20 ans (3,06%), 27 pbs pour les 5 ans (2,18%), 25 pbs pour les 15 ans (2,85%) et 12 pbs pour les 10 ans (2,62%).

Evolution des TMP sur le MAVT -En %-



Rachat et Echanges de BdT-En M.DH-

Maturités	Rachat	Echanges	
		Remboursés	Emis
52 sem	281,7	537,1	
2 ans	718,3	4 403,2	-
5 ans	-	5 978,1	12 848,6
10 ans	-	5 057,8	57,7
15 ans	-	3 325,8	157
20 ans	-	-	843,7
30 ans	-	-	5 503,3
Total	1 000	19 302	19 410,3

Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Poursuite des opérations de gestion active de la dette intérieure…

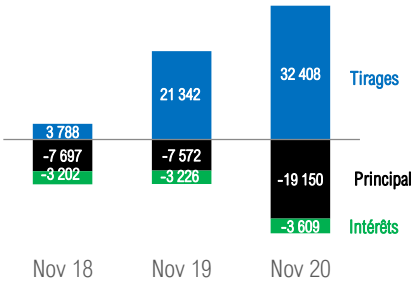
En matière de gestion active de la dette intérieure et en vue de réajuster son profil, le Trésor a procédé à des opérations de rachat et d'échange de bons portant sur un montant global de 20,3 MM.DH à fin novembre 2020 contre 34,3 MM.DH un an auparavant.

Hausse des tirages de la dette extérieure…

La situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net positif (tirages-amortissements) de 13,3 MM.DH à fin novembre 2020 contre 13,8 MM.DH durant la même période un an auparavant. Dans cette évolution, les tirages ont atteint près de 32,4 MM.DH contre 21,3 MM.DH à fin novembre 2019.

De leur côté, les remboursements en principal se sont établis à 19,2 MM.DH contre 7,6 MM.DH un an auparavant. Ainsi, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est situé à 170 MM.DH, en hausse de près de 6,6 MM.DH ou 4,1% par rapport à fin 2019.

Flux de la dette extérieure du Trésor
-En M.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

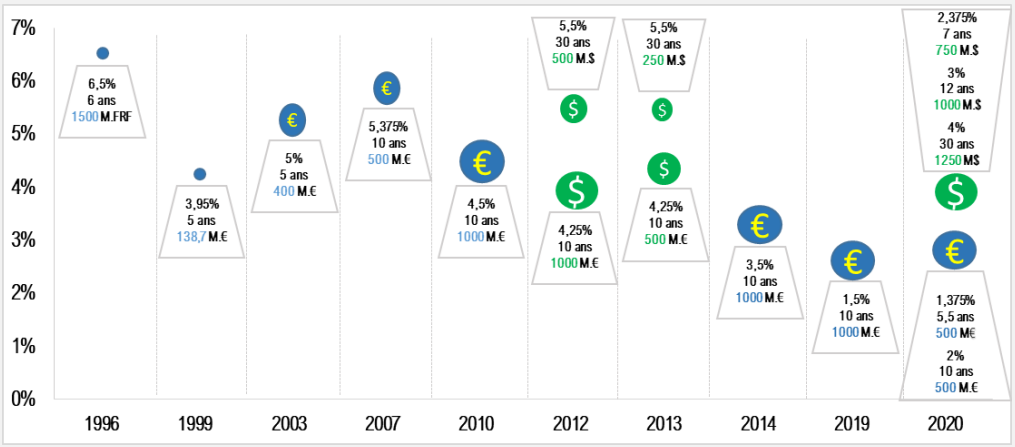
Globalement, la dette totale du Trésor a atteint 818 MM.DH à fin novembre 2020, en progression de 68,9 MM.DH ou 9,2% par rapport à fin 2019 contre une hausse de 31,6 MM.DH ou 4,4% enregistrée au cours de la même période de l'année précédente. Notons que la structure de cette dette demeure dominée par sa composante intérieure avec une part de 79,2% tandis que la dette extérieure ne représente que 20,8% de l'encours global de la dette.

EMISSION REUSSIE D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 3 MM. $ EN TROIS TRANCHES

Après la mobilisation d'un montant de 1 MM.€ sur le marché financier international le 24 septembre 2020, le Maroc a de nouveau émis le 8 décembre 2020, un emprunt obligataire d'un montant global de 3 MM.$ en trois tranches. Une première tranche d'une maturité de 7 ans, portant sur un montant de 750 M.$, à un spread de 175 pbs assortie d'un coupon de 2,375%, une deuxième tranche d'une maturité de 12 ans, d'un montant de 1MM.$, à un spread de 200 pbs assortie d'un coupon de 3% et une troisième tranche d'une maturité de 30 ans, de 1,25 MM.$, à un spread de 261 pbs assortie d'un coupon de 4%.

Cette émission, qui a marqué le retour du Maroc sur le compartiment du dollar après une absence de 7 ans, a connu un franc succès auprès d'investisseurs internationaux dont 478 ont été servis. Le livre d'ordre a dépassé les 13 milliards de dollars et l'émission a été ainsi sursouscrite à plus de 4 fois.

Elle a permis également de renouer le contact avec les investisseurs américains, diversifier les sources de financement du Royaume et établir de nouvelles références sur la courbe du crédit du Maroc. Cette émission a été placée auprès des investisseurs de qualité notamment les gestionnaires de fonds, les compagnies d'assurance et les fonds de pension.



MONNAIE & CREDIT : Forte progression de la masse monétaire…

Au cours des onze premiers mois de l'année, l'agrégat M3 a affiché une forte hausse de 76,9 MM.DH ou 5,6% contre +23,7 MM.DH ou +1,8% à la même période de l'année précédente pour s'établir à 1447,4 MM.DH. Cette création monétaire recouvre les éléments suivants :

- ▲ **Circulation fiduciaire (CF)** : +51,6 MM.DH ou +20,6% contre +16,6 MM.DH ou +7,1% un an auparavant à la même période, soit un rythme de croissance largement supérieur à celui observé en moyenne des cinq dernières années (+6,9%). Par rapport au mois précédent, la CF a affiché une baisse de 2,9 MM.DH ou 1%, portant ainsi son reflux cumulé depuis le mois d'août à -10,3 MM.DH ou -3,3%.
- ▲ **Monnaie scripturale** : +31,7 MM.DH ou +4,8% contre +5,5 MM.DH ou +0,9%, recouvrant une forte progression des dépôts à vue auprès des banques (+37 MM.DH ou +6,3% contre +3,8 MM.DH ou +0,7%, dont +3,8 MM.DH ou +18,1% au titre des comptes en devises) attribuée, notamment, au repli de la consommation des ménages en biens durables et, dans une moindre mesure, aux opérations de régularisation spontanée au titre des avoirs détenus à l'étranger et d'amnistie fiscale lancées en 2020. De leur part, les dépôts à vue auprès du Trésor ont poursuivi leur baisse entamée depuis le début de cette année (-6,3 MM.DH ou -8,7% contre +984 M.DH ou +1,6%) ;
- ▲ **Comptes d'épargne auprès des banques** : +2,4 MM.DH ou +1,5% contre +6,4 MM.DH ou +4,1% et ce, en dépit de la baisse de leur rémunération, étant donné le maintien de leur attractivité à l'égard des ménages et les avantages qu'ils présentent en termes de liquidité et d'absence de risque ;
- ▼ **Autres actifs monétaires** : -8,9 MM.DH ou -3% contre -4,8 MM.DH ou -1,6%, découlant des baisses des comptes à terme auprès des banques (-16,7 MM.DH ou -11,1% contre -8,2 MM.DH ou -5,1%) et, dans une moindre mesure, des dépôts à terme auprès du Trésor (-1,6 MM.DH ou -19% contre +2,5 MM.DH ou +24,9%), en relation notamment avec la baisse de leurs taux de rémunération et la préférence pour la liquidité dans ce contexte de crise, et des dépôts en devises (-1,1 MM.DH ou -2,6% contre +4,7 MM.DH ou +12,5%). De leur côté, les titres OPCVM monétaires ont progressé de 4 MM.DH ou 7,3% contre -1,9 MM.DH ou -3,4% un an auparavant.

La création monétaire constatée au terme des onze premiers mois de l'année est attribuée aux :

- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale :** +46,4 MM.DH ou +21,8% contre +2,9 MM.DH ou +1,4%. Cette évolution recouvre une augmentation du portefeuille des bons du Trésor détenu par les banques et les OPCVM monétaires (+49,3 MM.DH ou +30,8% contre +7,8 MM.DH ou +5,1% un an auparavant), en lien avec la mobilisation de 58,4 MM.DH sur le marché des adjudications contre 21,2 MM.DH l'année précédente, compte tenu de l'augmentation des besoins de financement du Trésor ;
- ▲ **Créances sur l'économie :** +28,1 MM.DH ou +2,6% contre +35,3 MM.DH ou +3,4% un an auparavant ;
- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents :** +17,8 MM.DH ou +6,7% contre +10,6 M.DH ou +4,2%. De leur part, les avoirs officiels de réserves (AOR) se sont consolidés de 38,5 MM.DH ou 15,2% contre +13,1 MM.DH ou +5,6% pour s'élever à 291,8 MM.DH.

Poursuite de la progression des agrégats de placements liquides …

Durant les onze premiers mois de l'année 2020, les agrégats de placements liquides (APL) ont progressé de 37,3 MM.DH ou 5% contre +32,5 MM.DH ou +4,6% à la même période de l'année précédente. Cette évolution reflète un regain de confiance sur les différents marchés suite aux mesures de relance prises par les pouvoirs publics. En effet et après les baisses cumulées durant les mois de mars et avril (-18,5 MM.DH ou -4,5%), les APL ont renoué avec la hausse, affichant une reprise de 32,1 MM.DH ou 8,2% durant la période allant de mai à novembre.

Par composante, cette évolution recouvre :

- ▲ Une accélération de **l'agrégat PL2 (**+22,3 MM.DH ou +8,2% contre +15,6 MM.DH ou +6,2%), traduisant un plus grand intérêt en faveur des titres émis par les OPCVM obligations au détriment des autres types d'OPCVM ;
- ▲ Une hausse de **l'agrégat PL1** (+15,6 MM.DH ou +3,8% contre +10,3 MM.DH ou +2,6%) ;
- ▼ Un recul de **l'agrégat PL3** (-523 M.DH ou -0,9% contre +6,5 MM.DH ou +13,1%).

Ralentissement du crédit bancaire au secteur non financier …

La hausse des créances sur l'économie au cours des onze premiers mois de l'année recouvre une quasi-stagnation du rythme de croissance du crédit bancaire (+21,5 MM.DH ou +2,4% contre +21,4 MM.DH ou +2,5% un an auparavant) et un ralentissement de celui des titres (+9,3 MM.DH ou +7,8% contre +12,2 MM.DH ou +10,8%), essentiellement, ceux détenus par les banques. Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement de ceux accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui ont reculé de 2,1 MM.DH ou 1,7% contre -7,6 MM.DH ou -6,5% un an auparavant, l'additionnel du crédit bancaire ressort à 23,7 MM.DH ou 3% contre +29 MM.DH ou +3,9%.

Par secteur institutionnel, la progression du crédit bancaire est attribuée, principalement au :

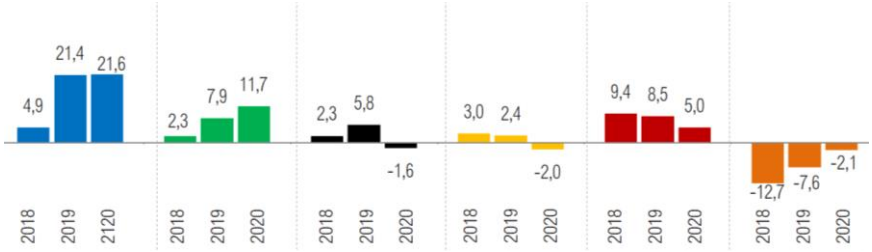
- ▲ **Secteur privé** : +25,4 MM.DH ou +3,6% contre +32,5 MM.DH ou +4,8%, recouvrant une décélération du rythme de progression des crédits destinés aux sociétés non financières (SNF) privées (+14,9 MM.DH ou +4,1% contre +18,5 MM.DH ou +5,4%), en lien notamment avec la contraction de l'activité économique et l'amenuisement de leur capacité d'endettement. En effet, après une croissance soutenue durant la période mars-juillet (+29,9 MM.DH ou +8,3%), les crédits distribués aux SNF privées ont affiché une nouvelle baisse de 2,1 MM.DH ou 0,6% en novembre après -1,9 MM.DH ou -0,5% le mois précédent. De leur côté, les crédits aux ménages ont affiché un net ralentissement (+10 MM.DH ou +2,9% contre +14 MM.DH ou +4,1%), reflétant un effet revenu ainsi que le report de l'acquisition de biens durables. Signalons que la part des crédits aux entrepreneurs individuelles dans le flux des nouveaux prêts consentis aux ménages a atteint 34,4% en novembre contre 2,1% seulement un an auparavant, en liaison avec la mise en place de la « Garantie Auto-Entrepreneurs Covid-19 » ;
- ▲ **SNF publiques** : +348 M.DH ou +0,7% contre -2,2 MM.DH ou -4,3% ;
- ▼ **Crédit aux autres sociétés financières (ASF)** : -5,4 MM.DH ou -4,1% contre -10,2 MM.DH ou -8,1%.

Par objet économique, l'évolution du crédit bancaire recouvre les éléments ci-après :

- ▲ **Facilités de trésorerie :** +11,7 MM.DH ou +6,2% contre +7,9 MM.DH ou +4,4%, reflétant (i) un accroissement des facilités consenties aux SNF privées (+13,2 MM.DH ou +8,3% contre +11,3 MM.DH ou +7,8%), en lien avec le tirage sur les lignes de crédit « Damane Oxygène », « Relance TPE » et « Damane Relance » garanties par la CCG, (ii) une progression des facilités destinées aux ménages (+2 MM.DH ou +10,6% contre +1,2 MM.DH ou +6,1%) et (iii) une accentuation de la baisse de celles octroyées aux SNF publiques (-1,6 MM.DH ou -23% contre -1,1 MM.DH ou -16,6%) ;
- ▼ **Crédits à l'équipement :** -1,6 M.DH ou -0,8% contre +5,8 MM.DH ou +3,3%, recouvrant (i) un repli des crédits octroyés aux SNF privées (-2,5 MM.DH ou -2,4% contre +4,8 MM.DH ou +5%), reflétant l'attentisme des investisseurs dans un contexte marqué par un manque de visibilité et un niveau élevé d'incertitudes et (ii) une légère reprise des concours accordés aux SNF publiques (+242 M.DH ou +0,6% contre -1,6 MM.DH ou -3,7%) après trois mois de baisses consécutives ;
- ▲ **Crédits immobiliers :** +5 MM.DH ou +1,8% contre +8,5 MM.DH ou +3,2%, traduisant, d'un côté, (i) une décélération du rythme d'accroissement des crédits à l'habitat à 5,6 MM.DH ou 2,6% contre +7,7 MM.DH ou +3,7% (dont +2,9 MM.DH ou +37,3% au titre du financement participatif, contre +3,3 MM.DH ou +80,8%), lesquels ont affiché une reprise cumulée de 6,2 MM.DH ou 2,9% au cours de la période s'étalant du mois de juin à novembre et, de l'autre, (ii) une accentuation du recul des prêts destinés à la promotion immobilière (-2,8 MM.DH ou -4,7% contre -1,1 MM.DH ou -2%) ;
  Cette progression est, en partie, soutenue par les moratoires accordés aux ménages ainsi que la prise en charge de l'intégralité des intérêts intercalaires par l'État et le secteur bancaire, mais également par le redémarrage progressif et modéré de l'activité immobilière, en lien avec les mesures incitatives au titre de la réduction des droits d'enregistrement qui ont été prolongées jusqu'à fin juin 2021 et la suspension de l'application du référentiel des prix des actifs immobiliers.
- ▼ **Crédits à la consommation : -**2 MM.DH ou -3,5% contre +2,4 MM.DH ou +4,4% ;
- ▲ **Créances en souffrance (CES) :** +10,2 MM.DH ou +14,6% contre +4,7 MM.DH ou +7,2% un an auparavant, pour ressortir à 80,2 MM.DH. Le taux de défaut ressort ainsi à 8,5% contre 7,6% en décembre 2019. Cette évolution traduit (i) une accélération des CES des SNF privées (+4,3 MM.DH ou +10,7% contre +507 M.DH

ou +1,3% à 44,3 MM.DH) et (ii) une augmentation des CES des ménages (+5,4 MM.DH ou +18,5% contre +4 MM.DH ou +15,7% à 34,6 MM.DH). Par rapport au mois précédent, les CES des SNF privées ont affiché une baisse de 409 M.DH ou 0,9% tandis que ceux des ménages ont marqué une forte hausse de 1 MM.DH ou 3%. Ces évolutions reflètent la détérioration de la situation financière aussi bien des SNF privées que des ménages, suite aux répercussions négatives de la crise sanitaire. Signalons, à cet égard, que les impayés faisant l'objet de moratoires ne sont pas comptabilisés comme créances en souffrance. Ceci dit, le report des échéances, qui a pris fin en juin dernier, a été prolongé jusqu'à la fin de l'année 2020 en faveur des secteurs du tourisme et de l'événementiel alors qu'un examen au cas par cas serait réservé par les banques aux ménages et à leurs clientèles opérant dans les autres secteurs d'activité.

Flux des crédits bancaires au cours des onze premiers mois -En MM.DH-



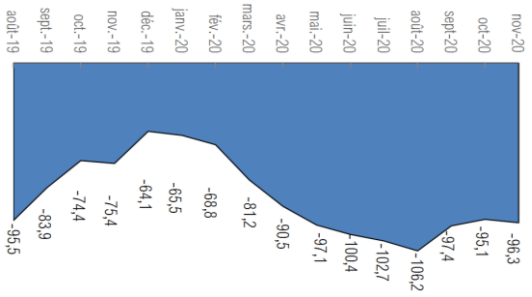
Source: Bank Al-Maghrib

Creusement des besoins de trésoreries bancaires …

Après deux mois d'allègements consécutifs de 11,1 MM.DH, le déficit de liquidité s'est de nouveau creusé de 1,2 MM.DH en novembre, pour s'élever à 96,3 MM.DH en moyenne hebdomadaire contre 95,1 MM.DH un mois auparavant.

Dans ce contexte, et afin de maintenir la stabilité du cadre monétaire, BAM a augmenté ses injections de liquidité sur le marché monétaire à 104,8 MM.DH en moyenne du mois de novembre contre 103,4 MM.DH un mois auparavant. Ce montant, qui a largement comblé les besoins de trésoreries des banques, est composé de :

Liquidité bancaire -En MM.DH-



Source: Bank Al-Maghrib

- ▲ **Avances à 7 jours sur appel d'offres** : 41 MM.DH en moyenne du mois d'octobre contre 39,3 MM.DH le mois précédent ;
- ▼ **Opérations de pension livrée** : 25,5 MM.DH contre 29,3 MM.DH un mois auparavant ;
- ▲ **Prêts garantis au titre du programme de soutien au financement de la TPME** : 32,1 MM.DH en moyenne contre 29,7 MM.DH le mois précédent ;
- ▲ **Opérations de swap de change** : 6,1 MM.DH contre 5 MM.DH ;
- ▶ **Avances à 24 heures à l'initiative des banques** : 1,5 MM.DH qui ont été servies à des fins d'ajustement des trésoreries des banques.

Evolution contrastée des taux d'intérêts …

Au terme du mois de novembre, l'évolution des taux d'intérêt traduit ce qui suit :

- ▶ **TMP interbancaire au jour le jour :** Alignement parfait sur le taux directeur, abaissé à deux reprises en mars et juin dernier de 75 pbs globalement à 1,5%.
- ▼ **Taux créditeurs** : Les TMP des dépôts à 6 mois et à 12 mois ont accusé des baisses de 45 et 25 pbs, pour revenir à 2,26% et 2,75% respectivement.
- ▼ **Taux débiteurs :** Les données de la dernière enquête de BAM au titre du T3-20 font ressortir un nouveau recul du taux moyen global de 28 pbs par rapport au T2-20 pour revenir à 4,30%, reflétant la réduction du taux directeur ainsi que le plafonnement des taux d'intérêt appliqués aux crédits alloués au titre des produits de garantie lancés par le CVE. Cette évolution reflète des baisses des taux assortissant les crédits à la

consommation (-62 pbs à 6,47%), après deux trimestres consécutifs de hausse, et les crédits immobiliers (-43 pbs à 4,79%), à l'effet de relancer la consommation des ménages et contribuer à dynamiser le marché immobilier. De leur part, les taux appliqués aux facilités de trésorerie ont poursuivi leur détente amorcée au début de l'année (-44 pbs à 3,97%), visant à soutenir la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise sanitaire. En revanche, les taux assortissant les crédits à l'équipement ont accusé une hausse de 16 pbs à 4,37%, tout en demeurant inférieurs à leurs niveaux constatés au T4-19 (4,91%).

BOURSE : Redressement de l'activité boursière…

A l'instar des places financières mondiales, la bourse de Casablanca a poursuivi son rattrapage au mois de décembre, comme en témoigne la hausse de ses deux indices phares MASI et MADEX en décembre de 2,7% d'un mois à l'autre. Ainsi, la contre-performance annuelle a été ramenée à -7,3% et -7,4% respectivement pour les deux indices contre +7,1% et +7,4% un an auparavant.

Pour sa part, et après s'être redressé en 2019, le volume global des transactions a baissé de 19,6 MM.DH ou 26% au cours de cette année, pour revenir à 55,8 MM.DH. Ce recul recouvre, d'un côté, une augmentation des transactions effectuées sur le marché central de 1,8 MM.DH ou 5,8% et, de l'autre, des baisses de celles réalisées sur le marché de bloc (-11,2 M.DH ou -41,1%) et des opérations d'augmentation du capital (-7,4 MM.DH ou -75,6%).

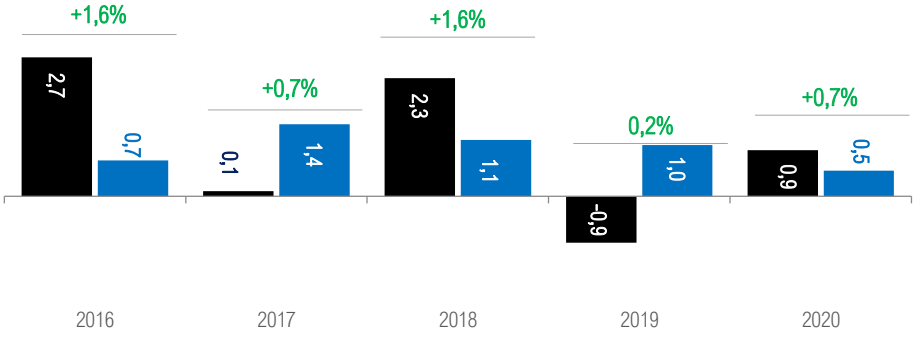
Parallèlement, la capitalisation boursière s'est repliée de 41,7 MM.DH ou 6,7% par rapport à l'année précédente, pour terminer l'année à 585 MM.DH. Ce recul a concerné en particulier les secteurs des « sociétés de financement » (-16,2%) et des « banques » (-14%), tandis que les secteurs des « technologies de l'information » et des « mines » ont augmenté de 48,6% et 24,3% respectivement.

PRIX : Hausse du taux d'inflation…

Au cours du mois de décembre, l'indice des prix à la consommation a baissé de 0,5% par rapport au mois précédent, traduisant un repli de 1,4% des prix des produits alimentaires et une hausse de 0,1% de ceux des produits non alimentaires. Au niveau des produits alimentaires, ce recul a été observé principalement au niveau des «légumes» (-6,5%), des « fruits » (-5,2%), des « viandes » (-1,2%) et des «Poissons et fruits de mer» (-0,5%). Pour les produits non alimentaires, la baisse a concerné principalement les prix des «carburants» de 3,5%.

En 2020, le taux de l'inflation s'est maintenu à un faible niveau de +0,7% contre +0,2% l'année précédente, reflétant ainsi une augmentation de 0,9% des prix des produits alimentaires contre -0,9% l'année précédente et de 0,5% de ceux des produits non alimentaires contre +1%. Ainsi, l'inflation sous-jacente, a affiché une hausse de 0,5% au cours de cette année.

Taux d'inflation : Alimentaire / Non Alimentaire- en % -



Source : Haut-commissariat au Plan

ACTIVITE ET EMPLOI : Hausse du taux de chômage...

Entre le T3-19 et le T3-20, la population active âgée de 15 ans et plus a enregistré un recul de 1,8% au niveau national pour revenir à 11.648 mille personnes. Le taux d'activité a ainsi baissé de 1,4 point au niveau national suite à un recul de 2,8 points en milieu rural à 48% et de 0,7 point en milieu urbain à 41%.

En ce qui concerne l'emploi, l'économie nationale a enregistré la perte de 421 mille postes d'emploi rémunérés, dont 226 mille en milieu urbain et 195 mille en milieu rural. Pour sa part, l'emploi non rémunéré a régressé de 160 mille postes, résultat d'une perte de 149 mille postes en zones rurales et 11 mille en zones urbaines. Ainsi, le volume de l'emploi a baissé de 581 mille postes au niveau national entre T3-19 et T3-20, sous l'effet de la destruction de 344 mille postes en milieu rural et 237 mille postes en milieu urbain.

Au niveau sectoriel, le secteur des « services » a affiché une perte de 260 mille postes, soit 5,2% de son volume d'emploi, dont 196 mille en milieu urbain et 64 mille en milieu rural. Le secteur de « l'agriculture, forêt et pêche » a également perdu 258 mille postes, résultat d'une perte de 260 mille en zones rurales et d'une création de 2 mille postes en zones urbaines. De même, le secteur de « l'industrie y compris l'artisanat » a perdu 61 mille postes, dont 44 mille en milieu urbain et 17 mille en milieu rural. En revanche, le secteur des « BTP » a créé mille postes, recouvrant la création de 2 mille postes dans les villes et la perte de mille postes dans les campagnes.

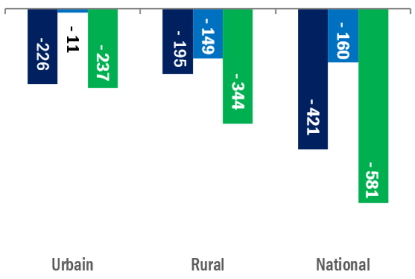
Pour ce qui est de la population active en chômage, elle a augmenté de 368 mille personnes ou 33% entre T3-19 et T3-20, passant de 1.114 mille à 1.482 mille chômeurs. Cette évolution est le résultat de la hausse du nombre de chômeurs de 276 mille en milieu urbain et de 92 mille en milieu rural. Le taux de chômage s'est ainsi accru de 3,3 points au niveau national, passant de 9,4% à 12,7%.

Selon le milieu de résidence, ce taux a augmenté de 3,8 points dans les villes pour culminer 16,5%, sous l'effet de la hausse du chômage notamment parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (+6,8 points à 46,7%) et entre 25 et 34 ans (+5,3 points à 24,7%) ainsi que les diplômés (+3,3 points à 20%).

Création nette d'emplois au T3-20- En milliers-

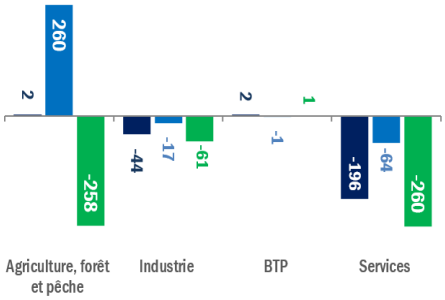
Selon le milieu de résidence

Rémunéré I Non rémunéré I Total



Par secteur d'activité économique

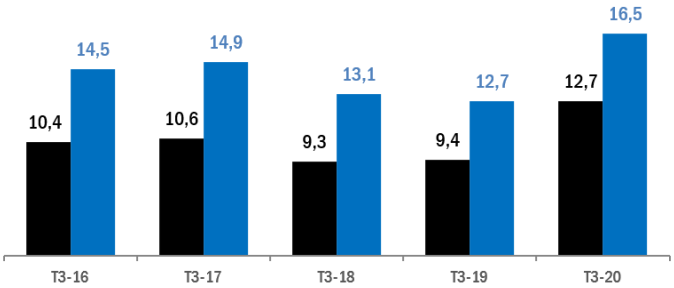
Urbain I Rural I National



Source : Haut-commissariat au Plan

En zones rurales, le taux de chômage s'est aggravé de 2,3 points pour atteindre 6,8% suite à la hausse du chômage notamment parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (+3,8 points à 16,8%), ceux âgés entre 25 et 34 ans (+2,5 points à 9,1%) et les diplômés (+2,6 points à 13,7%).

Taux de chômage : National I Urbain - En % -



Source : Haut-commissariat au Plan

En ce qui concerne la population active occupée en situation de sous-emploi, elle a connu une hausse de 22% au niveau national entre T3-19 et T3-20 pour atteindre 1.182 mille personnes. Le taux de sous-emploi a ainsi progressé de 2,5 points pour se situer à 11,6%, suite à une augmentation de ce taux de 2,7 points dans les villes à 10,5% et de 2,5 points dans les campagnes à 13,3%.

ANNEXES STATISTIQUES

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

SECTEUR REEL	Nov 18	Nov 19	Nov 20	Nov 19/18		Nov 20/19	
PECHE (Décembre)							
Produits de la pêche côtière (Tonnes)	1 311 623	1 395 601	1 296 358	83 978	6,4%	-99 243	-7,1%
Produits de la pêche côtière (M.DH)	7 346 462	7 342 204	6 720 561	-4 258	-0,1%	-621 643	-8,5%
MINES (en 1000 tonnes)							
Phosphates	31 205	32 360	34 140	1 155	3,7%	1 780	5,5%
Dérivés de Phosphate	13 714	15 442	17 001	1 728	12,6%	1 559	10,1%
ENERGIE (GWH) (Décembre)							
Consommation d'électricité	30 737	30 835	30 383	98	0,3%	-453	-1,5%
Energie totale appelée	37 294	38 851	38 370	1 558	4,2%	-481	-1,2%
INDUSTRIE							
Taux d'utilisation des capacités de production	72,7%	74,3%	64,4%	1,6	pts	-9,9	pt
Indice de la production industrielle, hors raffinage, (T3)	2,0%	1,6%	-2,6%	-0,4	pts	-4,2	pt
B.T.P (Décembre)							
Ventes de ciment (1000 T)	13 286	13 627	12 264	342	2,6%	-1 364	-10,0%
TOURISME (Août)							
Total des arrivées (en millier)	8713	9 267	2 132	554	6,4%	-7 135	-77%
Nuitées touristiques	16 053	16 985	5 653	931	5,8%	-11 332	-67%
MONNAIE ET CREDIT (M.DH)				Nov 19/ Déc 18		Nov 20/ Déc 19	
Monnaie fiduciaire	232 151	250 209	301 828	16 607	7,1%	51 601	20,6%
Monnaie scripturale	602 572	630 562	693 289	5 468	0,9%	31 691	4,8%
Placements à vue	158 986	165 639	168 963	6 448	4,1%	2 441	1,5%
Autres actifs monétaires	307 753	297 943	283 312	-4 793	-1,6%	-8 859	-3,0%
Masse monétaire M3	1 301 462	1 344 353	1 447 392	23 730	1,8%	76 874	5,6%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	248 236	260 805	281 656	10 601	4,2%	17 804	6,7%
Créances sur l'économie	1 002 920	1 058 174	1 107 983	35 282	3,4%	28 124	2,6%
dont Crédits bancaires à l'économie	848 245	892 057	938 710	21 441	2,5%	21 558	2,4%
FINANCES PUBLIQUES -Décembre (M.DH)				Déc 19/18		Déc 20/19	
Recettes ordinaires	**233 145**	**252 839**	**229 123**	**19 694**	**8,4%**	**-23 717**	**-9,4%**
Recettes fiscales	**209 174**	**212 638**	**198 793**	**3 464**	**1,7%**	**-13 845**	**-6,5%**
Impôt sur les sociétés	49 664	48 864	48 778	-800	-1,6%	-86	-0,2%
Impôt sur le revenu	42 297	42 941	40 165	644	1,5%	-2 776	-6,5%
Taxe sur la valeur ajoutée	60 600	61 508	56 014	908	1,5%	-5 494	-8,9%
Taxes intérieures à la consommation	28 318	29 900	27 390	1 582	5,6%	-2 510	-8,4%
Droits de douane	9 693	9 768	9 488	75	0,8%	-280	-2,9%
Enregistrement et timbre	15 039	14 948	13 250	-91	-0,6%	-1 698	-11,4%
Dépenses ordinaires	**212 766**	**224 379**	**231 934**	**11 613**	**5,5%**	**7 555**	**3,4%**
Personnel	106 232	127 719	133 529	21 487	20,2%	5 810	4,5%
Autres biens et services	62 494	54 169	57 614	-8 325	-13,3%	3 445	6,4%
Intérêts de la dette	26 322	26 419	27 259	97	0,4%	840	3,2%
Compensation	17 718	16 072	13 532	-1 646	-9,3%	-2 540	-15,8%
Solde ordinaire	**20 379**	**28 460**	**-2 811**	**8 081**		**-31 271**	
Dépenses d'équipement	**65 601**	**72 265**	**85 883**	**6 664**	**10,2%**	**13 618**	**18,8%**
Solde global	**-41 657**	**-41 518**	**-82 368**	**139**		**-40 851**	
DETTE DU TRESOR (MM.DH)				Nov 19/18		Nov 20/19	
Dette totale du Trésor	**720,6**	**752,6**	**818**	**31,6**	**4,4%**	**68,9**	**9,2%**
Dette extérieure	149,2	160,2	170,0	13,8	9,4%	6,6	4,0%
Dette intérieure	571,5	592,4	648,0	17,8	3,1%	62,3	10,6%
ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)				Nov 19/18		Nov 20/19	
Importations	**438 619**	**449 198**	**378 000**	**10 579**	**2,4%**	**-71 199**	**-15,9%**
Facture énergétique	75 337	69 733	44 813	-5 605	-7,4%	-24 919	-35,7%
Blé	8 211	8 846	12 446	636	7,7%	3 600	40,7%
Hors énergie	363 282	379 466	333 186	16 184	4,5%	-46 279	-12,2%
Exportations	**251 173**	**261 256**	**239 224**	**10 082**	**4,0%**	**-22 032**	**-8,4%**
Phosphates et dérivés	45 619	45 373	45 531	-246	-0,5%	157	0,3%
Hors Phosphates et dérivés	205 554	215 882	193 694	10 328	5,0%	-22 189	-10,3%
Textile et cuir	35 245	34 473	28 259	-772	-2,2%	-6 214	-18,0%
Composants automobiles	67 659	74 346	66 292	6 687	9,9%	-8 054	-10,8%
Aéronautique	13 420	15 800	11 047	2 380	17,7%	-4 753	-30,1%
Déficit commercial	**-187 446**	**-187 943**	**-138 775**	**-497**	**0,3%**	**49 167**	**26,2%**
Taux de couverture	**57,3%**	**58,2%**	**63,3%**	**0,9**		**5,1**	
Recettes Voyages	**67 860**	**72 923**	**30 814**	**5 063**	**7,5%**	**-42 109**	**-57,7%**
Recettes M.R.E	**59 887**	**59 577**	**61 908**	**-310**	**-0,5%**	**2 331**	**3,9%**
Recettes IDE	**44 246**	**30 937**	**23 801**	**-13 309**	**-30,1%**	**-7 136**	**-23,1%**

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (suite) - Source : HCP-

EMPLOI ET CHÔMAGE	T3-18	T3-19	T3-20
Création d'emploi	122	143	-581
Taux de chômage	9,3%	9,4%	12,7%
Milieu urbain	13,1%	12,7%	16,5%
Chômage des jeunes (25-34 ans)	19,8%	19,4%	24,7%
Chômage des diplômés	17,7%	16,7%	20,0%
PRIX (Jan-…)	**Nov-18**	**Nov-19**	**Nov-20**
Inflation	2,0%	0,2%	0,7%
dont Produits alimentaires	1,7%	-1,0%	1,2%
Produits non alimentaires	1,9%	1,0%	0,4%

An 2 : CONJONCTURE INTERNATIONALE - Source : FMI /EUROSTAT /Bloomberg / BCE / BAM –

PRODUIT INTERIEUR BRUT *-en %*

Pays	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Etats-Unis	2,2	2,4	2,6	1,5	2,2	2,9	2,2	-3,4
Japon	1,6	0,0	1,1	1,0	1,9	0,8	0,3	-5,1
Zone Euro	-0,4	1,1	2,0	1,8	2,4	1,9	1,3	-7,2
France	0,7	0,6	1,1	1,1	2,3	1,7	1,5	-9,0
Allemagne	0,2	1,6	1,5	1,9	2,2	1,4	0,6	-5,4
Italie	-1,7	-0,3	0,8	0,9	1,7	0,9	0,3	-9,2
Espagne	-1,2	1,4	3,2	3,3	3,0	2,6	2,0	-11,1
Pays en émergents et en développement	5,1	4,7	4,3	4,5	4,8	4,5	3,6	-2,4

Pays	Par rapport au trimestre précédent -en %-				Par rapport au même trimestre de l'année n-1 -en %-			
	T4-19	T1-20	T2-20	T3-20	T4-19	T1-20	T2-20	T3-20
Etats-Unis	0,6	-1,3	-9,0	7,4	2,3	0,3	-9,0	-2,9
Zone Euro	0,1	-3,7	-11,7	12,5	1,0	-3,2	-14,7	-4,3
France	-0,2	-5,9	-13,8	18,7	0,8	-5,7	-18,9	-3,9
Allemagne	0,0	-1,9	-9,8	8,5	0,4	-2,1	-11,2	-4,0
Italie	-0,3	-5,5	-13,0	15,9	0,1	-5,6	-18,0	-5,0
Espagne	0,4	-5,2	-17,8	16,7	1,7	-4,2	-21,5	-8,7

	TAUX D'INFLATION *-en %, Glissement annuel-*				TAUX DE CHOMAGE *-en %*			
Pays	Déc 18	Déc 19	Nov 20	Déc 20	Déc 18	Déc 19	Oct 20	Nov 20
Etats-Unis	1,9	2,3	1,2	1,4	3,9	3,5	6,9	6,7
Zone Euro	1,5	1,3	-0,3	-0,3	7,8	7,3	8,4	8,3
France	1,9	1,6	0,2	0,0	8,9	8,2	8,6	8,8
Allemagne	1,7	1,5	-0,7	-0,7	3,3	3,2	4,5	4,5
Espagne	1,2	0,8	-0,8	-0,6	14,3	13,7	16,2	16,4

MATIERES PREMIERES	Déc 18	Déc 19	Nov 20	Déc 20	Déc 20/Nov 20	Déc 20/Déc 19
Pétrole (/bl)	57	65	43	50	15,0%	-24,0%
Gasoil NWE ($/t)	545	604	356	417	17,2%	-30,9%
Butane ($/t)	382	467	403	519	28,9%	11,3%
Blé tendre Fr ($/t)	238	211	256	264	3,2%	25,2%
Blé tendre US ($/t)	240	224	274	269	-1,8%	19,9%
Sucre brut Ny ($/t)	300	318	355	349	-1,7%	9,7%
Plomb ($/t)	1972	1901	1916	2020	5,5%	6,3%
INDICES BOURSIERS	**Déc 18**	**Déc 19**	**Nov 20**	**Déc 20**	**Déc 20/Nov 20**	**Déc 20/Nov 19**
NASDAQ	6814	8779	11794	12619	7,0%	43,7%
S&P 498	2567	3177	3549	3695	4,1%	16,3%
CAC38	4798	5915	5336	5547	4,0%	-6,2%
MSCI Emerging Market	972	1083	1190	1256	5,6%	16,0%
TAUX DE CHANGE	**Déc 18**	**Déc 19**	**Nov 20**	**Déc 20**	**Nov 20/Oct 20**	**Nov 20/Déc 19**
Euro/Dollar	1,139	1,111	1,183	1,217	2,8%	9,5%
Euro/Dirham	10,855	10,693	10,813	10,910	0,9%	2,0%
Dollar/Dirham	9,529	9,622	9,137	8,968	-1,9%	-6,8%

*** Prévisions du FMI : Janvier 2021**

An 3: PIB AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE en % - Source : HCP -

	2018				2019				2020		
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Agriculture	**4,0%**	**4,5%**	**3,8%**	**3,5%**	**-5,5%**	**-5,4%**	**-5,7%**	**-5,6%**	**-5,0%**	**-6,9%**	**-8,6%**
Pêche	-6,0%	-16,3%	-8,6%	-14,3%	18,4%	5,1%	1,4%	-0,1%	5,2%	0,7%	7,7%
Industrie d'extraction	16,7%	-1,0%	4,1%	0,4%	5,6%	-1,2%	2,3%	3,0%	-0,4%	7,9%	4,3%
Industrie de transformation	3,5%	2,9%	3,2%	4,2%	2,5%	2,5%	2,3%	3,0%	0,6%	-22,0%	-2,6%
Electricité et eau	6,5%	2,1%	6,5%	6,0%	21,8%	19,1%	9,7%	3,4%	-3,4%	-12,3%	0,7%
Bâtiment et travaux publics	0,6%	0,6%	-0,1%	-0,8%	1,7%	1,4%	1,5%	2,0%	1,0%	-17,1%	-12,5%
Commerce	3,8%	1,2%	2,2%	2,0%	3,0%	2,5%	2,1%	2,0%	-0,4%	-26,5%	-11,7%
Hôtels et restaurants	6,6%	6,0%	5,7%	5,8%	2,9%	4,3%	4,3%	3,3%	-7,0%	-90,0%	-65,2%
Transports	4,0%	5,7%	3,3%	1,8%	6,4%	6,9%	7,2%	6,1%	-2,6%	-55,7%	-32,8%
Postes et télécommunications	3,3%	3,3%	2,5%	2,1%	1,5%	-0,4%	-0,5%	0,7%	1,1%	-1,7%	-3,0%
Activités financières et assurances	2,0%	1,4%	1,6%	1,6%	4,6%	4,6%	4,6%	4,6%	1,8%	3,3%	1,7%
Services rendus aux Ent. et services Pers.	4,8%	4,3%	4,5%	4,4%	4,5%	4,0%	3,8%	3,6%	0,5%	-14,4%	-8,3%
Adm. publique générale et sécurité sociale	2,4%	2,4%	2,7%	2,4%	4,3%	4,5%	5,3%	5,7%	5,8%	5,1%	4,1%
Education, santé et action sociale	-0,8%	-0,6%	0,0%	0,0%	1,5%	1,9%	2,9%	3,4%	3,0%	4,9%	5,8%
Impôts sur les produits nets des subventions	4,9%	4,3%	4,4%	4,8%	1,4%	2,0%	2,6%	2,0%	-0,7%	-19,1%	-9,2%
PIB en volume	**3,7%**	**2,8%**	**3,1%**	**3,0%**	**2,8%**	**2,4%**	**2,4%**	**2,3%**	**0,1%**	**-14,9%**	**-7,2%**
PIB en valeur	**5,4%**	**3,8%**	**3,9%**	**4,1%**	**4,1%**	**4,2%**	**3,9%**	**2,2%**	**0,4%**	**-15,6%**	**-6,9%**
PIB hors agriculture	**3,7%**	**2,6%**	**3,1%**	**3,0%**	**3,9%**	**3,5%**	**3,4%**	**3,3%**	**0,7%**	**-16%**	**-7,0%**

An 4: INDICATEURS DU CHÔMAGE ET D'EMPLOI - Source : HCP –

	T3-19			T3-20			2020/19		
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.
POPULATION (en millier)									
Population active (15 et plus)	**7 115**	**4 746**	**11 861**	**7 154**	**4 494**	**11 648**	**39**	**-252**	**-213**
Taux de féminisation de la population active	22,2	24,9	23,2	20,5	21,4	20,8	-1,7	-3,5	-2,4
Taux d'activité	41,7	50,8	44,9	41,0	48,0	43,5	-0,7	-2,8	-1,4
Selon le sexe									
Hommes	66,9	75,8	70,1	67,2	74,8	69,9	0,3	-1,0	-0,2
Femmes	18,0	25,4	20,5	16,3	20,7	17,8	-1,7	-4,7	-2,7
Selon l'âge									
11 -24 ans	21,0	30,2	24,7	19,3	26,7	22,3	-1,7	-3,5	-2,4
21 -34 ans	58,3	60,5	59,0	56,9	58,3	57,3	-1,4	-2,2	-1,7
31 -44 ans	57,6	65,9	60,4	57,0	63,4	59,1	-0,6	-2,5	-1,3
41 ans et plus	35,3	52,4	41,2	35,4	49,7	40,3	0,1	-2,7	-0,9
Selon le diplôme									
Sans diplôme	35,7	53,4	44,0	34,9	50,4	42,1	-0,8	-3,0	-1,9
Ayant un diplôme	46,3	44,6	45,9	45,7	42,8	45,0	-0,6	-1,8	-0,9
Population active occupée	**6213**	**4534**	**10747**	**5975**	**4190**	**10166**	**-238**	**-344**	**-581**
Taux d'emploi	**36,4**	**48,5**	**40,7**	**34,3**	**44,8**	**37,9**	**-2,1**	**-3,7**	**-2,8**
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	96,8	70,1	85,5	96,9	71,2	86,3	0,1	1,1	0,8
Salariés	66,8	44,4	59,1	66,8	47,2	60,1	0,0	2,8	1,0
Auto-employés	33,2	55,6	40,9	33,2	52,8	39,9	0,0	-2,8	-1,0
Population active occupée sous employée	**481**	**488**	**969**	**627**	**556**	**1182**	**146**	**68**	**213**
Taux de sous-emploi	**7,8**	**10,8**	**9,1**	**10,5**	**13,3**	**11,6**	**2,7**	**2,5**	**2,5**
Population active en chômage	**902**	**212**	**1114**	**1178**	**304**	**1482**	**276**	**92**	**368**
Taux de féminisation	38,8	15,5	34,4	32,7	13,6	28,8	-6,1	-1,9	-5,6
Taux de chômage	**12,7**	**4,5**	**9,4**	**16,5**	**6,8**	**12,7**	**3,8**	**2,3**	**3,3**
Selon le sexe									
Hommes	10,0	5,0	8,0	13,9	7,4	11,4	3,9	2,4	3,4
Femmes	22,2	2,8	13,9	26,3	4,3	17,6	4,1	1,5	3,7
Selon l'âge									
15-24 ans	39,9	13,0	26,7	46,7	16,8	32,3	6,8	3,8	5,6
25-34 ans	19,4	6,6	15,0	24,7	9,1	19,5	5,3	2,5	4,5
35-44 ans	5,9	2,3	4,6	9,7	4,9	8,0	3,8	2,6	3,4
45 ans et plus	3,0	1,0	2,1	5,7	2,7	4,4	2,7	1,7	2,3
Selon le diplôme									
Sans diplôme	5,9	2,1	3,7	10,4	4,1	6,9	4,5	2,0	3,2
Ayant un diplôme	16,7	11,1	15,5	20,0	13,7	18,7	3,3	2,6	3,2

An 5: SECTEUR AGRICOLE - Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime / EACCE / Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau

	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2019-20 / 2018-19
Situation des barrages (au 18 Jan 2021)							
Réserves en eau (Milliards m³)	10,7	7	5,5	8,8	7,7	7,2	-6,5%
Taux de remplissage	68,6%	46,1%	36,5%	58,0%	49,0%	44,7%	-4,3%
Céréales d'automne (millions de qx)	115	34	96	103	52	32	-38,2%
Blé dur	24	9	23	24	13,4	7,9	-41,0%
Blé tendre	56	19	49	49	26,8	17,7	-34,0%
Orge	35	6	29	29	11,6	6,4	-44,8%
Agrumes (1000 T)	1 906	2 035	2 362	2 270	2 619	1 833	-30,0%
Olivier (1000 T)	1 143	1 416	1 055	1 559	1 912	1 400	-26,8%
Cultures industrielles (1000 T)	4 279	4 656	4 295	4 300	4 460		
Primeurs (1000 T)	1 906	1 702	1 881	1 970			
Légumineuses (1000 T)	269	97	223	282			
Oléagineuses (1000 T)	87	66	60	64			

An 6: PRODUITS DE LA PECHE COTIERE ET ARTISANALE - Source : Office National des Pêches –

Poids en Tonnes / Valeur en KDH	Sep 19		Sep 20		Variation	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
Total Général	**947 157**	**5 749 447**	**905 171**	**5 258 978**	**-4,4%**	**-8,5%**
Débarquements par port						
Méditerranée	19 083	485 428	16 618	427 476	-12,9%	-11,9%
Atlantique	928 074	5 264 019	888 553	4 831 502	-4,3%	-8,2%
Débarquements par espèce						
Poissons blancs	47 318	1 010 683	55 563	869 137	17,4%	-14,0%
Poissons pélagiques	841 551	2 229 789	779 410	2 099 104	-7,4%	-5,9%
Céphalopodes	42 769	2 244 410	47 333	2 064 769	10,7%	-8,0%
Crustacés et coquillages	3 919	221 236	3 303	149 684	-15,7%	-32,3%
Algues	11 601	43 329	19 564	76 283	68,6%	76,1%

An 7: PRODUCTION DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES - Source : OCP / Office des changes –

Production marchande *en 1000 Tonnes*	Nov 18	Nov 19	Nov 20	Nov 19/18		Nov 20/19	
Phosphates bruts	31 205	32 360	34 140	1 155	3,7%	1 780	5,5%
Dérivés de phosphate	13 714	15 442	17 001	1 728	12,6%	1 559	10,1%

An 8: CONSOMMATION DU CIMENT - Source : Ministère de l'habitat et de la politique de la ville -

En 1000 Tonnes	2018	2019	2019	2019/18		2020/19	
Consommation nationale	13 286	13 627	12 264	342	2,6	-1 364	-10,0

An 9: PRODUCTION D'ELECTRICITE - Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable -

	2018	2019	2020	2019/18		2020/19	
Énergie appelée nette (en GWh)	**37 294**	**38 851**	**38 370**	**1 558**	**4,2%**	**-481**	**-1,2%**
Production nette totale ONEE	**10 990**	**9 153**	**7 888**	**-1 837**	**-16,7%**	**-1 265**	**-13,8%**
Hydraulique	1 998	1 654	1 290	-344	-17,2%	-364	-22,0%
Thermique	8 443	6 900	6 007	-1 543	-18,3%	-893	-12,9%
Parc éolien	549,6	599,2	591,7	50	9,0%	-7	-1,2%
Pompage STEP	-405,6	-527	-577	-122	30,0%	-50	9,5%
Production concessionnelle	**21 491**	**28 238**	**27 994**	**6 746**	**31,4%**	**-244**	**-0,9%**
Apport des tiers	**3 452**	**-662**	**590**	**-4 114**	**-119,2%**	**1 253**	**-189,1%**
Auto producteurs	77,5	265,2	358,2	187,7	242,2%	93,0	35,1%
Echanges (Algérie-Espagne)	3 374	-928	232	-4 302	-127,5%	1 160	-125,0%
Energies renouvelables	**1 808**	**2 691**	**2 513**	**883**	**48,9%**	**-178**	**-6,6%**
Consommation des auxiliaires	**-42,2**	**-40,7**	**-38,1**	**1,5**	**-3,5%**	**2,6**	**-6,4%**

An 10: INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE ET MINIERE - Source : HCP -

Base 100 = 2015	T3			Variation	
	2018	2019	2020	19/18	20/19
Industries extractives	**131,4**	**135,0**	**140,0**	**2,7%**	**3,7%**
Extraction de minerais métalliques	101,5	103,4	96,8	1,9%	-6,4%
Autres industries extractives	132,9	136,6	142,3	2,8%	4,2%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	**105,2**	**106,9**	**104,1**	**1,6%**	**-2,6%**
Industries alimentaires	117,8	118,4	113,7	0,5%	-4,0%
Fabrication de boissons	94,0	99,4	99,5	5,7%	0,1%
Fabrication de produits à base de tabac	97,5	95,9	101,1	-1,6%	5,4%
Fabrication de textiles	75,3	75,7	72,8	0,5%	-3,8%
Industrie d'habillement	87,1	92,3	90,7	6,0%	-1,7%
Industrie du cuir et de la chaussure (à l'exception de l'habillement en cuir)	62,9	57,9	56,3	-7,9%	-2,8%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	73,5	79,3	71,9	7,9%	-9,3%
Industrie du papier et du carton	106,0	100,8	100,9	-4,9%	0,1%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	105,5	111,8	73,5	6,0%	-34,3%
Industrie chimique	130,2	132,4	147,5	1,7%	11,4%
Industrie pharmaceutique	92,1	99,1	96,9	7,6%	-2,2%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	90,6	88,9	92,4	-1,9%	3,9%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	93,9	94,2	91,1	0,3%	-3,3%
Métallurgie	80,6	86,2	90,3	6,9%	4,8%
Fabrication de prod. métalliques (à l'exclusion machines et équipements	109,2	103,5	73,2	-5,2%	-29,3%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	102,4	105,4	78,4	2,9%	-25,6%
Fabrication d'équipements électriques	78,5	89,1	84,1	13,5%	-5,6%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	105,7	111,5	113,3	5,5%	1,6%
Industrie automobile	104,0	107,1	96,6	3,0%	-9,8%
Fabrication d'autres matériels de transport	185,8	184,7	80,0	-0,6%	-56,7%
Fabrication de meubles	79,9	85,6	84,7	7,1%	-1,1%
Autres industries manufacturés	103,6	99,2	88,9	-4,2%	-10,4%
Réparation et installation de machines et équipements	100,2	100,9	98,8	0,7%	-2,1%
Production et distribution d'électricité	**121,3**	**135,0**	**136,0**	**11,3%**	**0,7%**

An 11: ARRIVEES ET NUITEES TOURISTIQUES - Source : Ministère du Tourisme -

Arrivées par pays (milliers)	2017	2018	2019	18/17	19/18
France	3 534	3 960	4 211	12,1%	6,3%
Espagne	2 352	2 071	2 201	-11,9%	6,3%
Allemagne	691	652	684	-5,6%	4,9%
Angleterre	655	590	635	-9,9%	7,6%
Italie	431	785	855	82,1%	8,9%
Belgique	627	843	870	34,4%	3,2%
Hollande	613	721	748	17,6%	3,7%
USA	324	383	429	18,2%	12,0%
AUTRES PAYS	2 122	2 284	2 298	7,6%	0,6%
TOTAL	**11 349**	**12 289**	**12 932**	**8,3%**	**5,2%**
dont: MRE	5 484	5 610	5 889	2,3%	5,0%
TES	5 865	6 679	7 043	13,9%	5,4%
Nombre de nuitées* (milliers)	**22 100**	**24 031**	**25 244**	**8,7%**	**5,0%**
Non-résidents, dont :	**15 046**	**16 866**	**17 406**	**12,1%**	**3,2%**
France	4 171	4 696	4 853	12,6%	3,3%
Espagne	725	884	876 7	21,9%	-0,9%
Allemagne	1 745	1 872	1 746	7,3%	-6,8%
Angleterre	1 896	2 018	2 224	6,5%	10,2%
Résidents	**7 054**	**7 166**	**7 838**	**1,6%**	**9,4%**
Nuitées par touriste non-résident	**1,3**	**1,4**	**1,3**	**0,0**	**0,0**
Taux d'occupation	**43**	**46**	**48**	**3,0**	**2,0**
dont Marrakech	53	59	64	6	5,0
Agadir	55	59	57	4	-2,0
Tanger	45	51	55	6	4,0
Fès	35	40	42	5	2,0

An 12: CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (hors TVA des collectivités locales) - Source : DTFE

	Déc 18	Déc 19	Déc 20(1)	2019/18		2020/19		LFR 2020 (2)	(1)/(2) en %
				M.DH	%	M.DH	%		
RECETTES ORDINAIRES	233 145	252 839	229 123	19 694	8,4%	-23 717	-9%	222 515	103,0%
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	233 145	247 495	229 123	14 350	6,2%	-18 373	-7,4%	222 515	103,0%
Recettes fiscales	209 174	212 638	198 793	3 464	1,7%	-13 845	-6,5%	185 841	107,0%
Impôts directs, dont	95 523	96 514	92 651	991	1,0%	-3 863	-4,0%	87 515	105,9%
Impôt sur les sociétés	49 664	48 864	48 778	-800	-1,6%	-86	-0,2%	42 914	113,7%
Impôt sur le revenu	42 297	42 941	40 165	644	1,5%	-2 776	-6,5%	40 047	100,3%
Impôts indirects	88 919	91 408	83 404	2 489	2,8%	-8 004	-8,8%	77 735	107,3%
T.V.A	60 600	61 508	56 014	908	1,5%	-5 494	-8,9%	50 116	111,8%
Intérieure	22 343	22 253	21 696	-90	-0,4%	-557	-2,5%		
Importation	38 257	39 255	34 318	998	2,6%	-4 937	-12,6%		
T.I.C	28 318	29 900	27 390	1 582	5,6%	-2 510	-8,4%	27 620	99,2%
Tabacs	10 820	11 335	11 024	515	4,8%	-311	-2,7%		
Produits énergétiques	15 735	16 616	14 417	881	5,6%	-2 200	-13,2%		
Droits de douane	9 693	9 768	9 488	75	0,8%	-280	-2,9%	7 930	119,6%
Enregistrement et timbre	15 039	14 948	13 250	-91	-0,6%	-1 698	-11,4%	12 661	104,7%
Recettes non fiscales	20 194	36 405	27 218	16 211	80,3%	-9 188	-25,2%	33 674	80,8%
Recettes non fiscales Hors privatisation	20 194	31 061	27 218	10 867	53,8%	-3 844	-12,4%	33 674	80,8%
Monopoles et exploitation	9 294	10 494	9 716	1 200	12,9%	-778	-7,4%	14 686	66,2%
Autres recettes	10 900	20 567	17 502	9 667	88,7%	-3 066	-14,9%	18 988	92,2%
Privatisation	0	5 344	0	5 344		-5 344	-100,0%	0	
Recettes de certains comptes spéciaux	3 777	3 796	3 112	19	0,5%	-684	-18,0%	3 000	103,7%
Fonds spécial des prix	408	355	230	-53	-13,0%	-125	-35%	600	38,3%
Fonds spécial routier	3 369	3 441	2 882	72	2,1%	-559	-16,2%	2 400	120,1%
DEPENSES TOTALES (y compris SEGMA et solde des CST)	274 802	294 357	311 491	19 555	7,1%	17 134	5,8%	305 307	102,0%
Dépenses ordinaires	212 766	224 379	231 934	11 613	5,5%	7 555	3,4%	237 494	97,7%
Biens et services	168 726	181 888	191 143	13 162	7,8%	9 255	5,1%	197 295	96,9%
Personnel	106 232	127 719	133 529	21 487	20,2%	5 810	4,5%	135 933	98,2%
Autres Biens et services	62 494	54 169	57 614	-8 325	-13,3%	3 445	6,4%	61 362	93,9%
Dette publique	26 322	26 419	27 259	97	0,4%	840	3,2%	28 339	96,2%
Intérieure	22 589	22 578	23 147	-11	0,0%	569	2,5%	23 421	98,8%
Extérieure	3 733	3 841	4 112	108	2,9%	271	7,0%	4 918	83,6%
Compensation	17 718	16 072	13 532	-1 646	-9,3%	-2 540	-15,8%	11 860	114,1%
SOLDE ORDINAIRE	20 379	28 460	-2 811	8 081	39,7%	-31 271	-110%	-14 979	18,8%
Dépenses de capital	65 601	72 265	85 883	6 664	10,2%	13 618	18,8%	70 813	121,3%
dont fonds spécial routier	3 401	3 549	2 468					2 400	
Solde net des autres comptes spéciaux	3 565	2 288	6 326					3 000	
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	-41 657	-41 518	-82 368					-82 792	
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	358	-4 498	14 747					0	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-41 299	-46 016	-67 621					-82 792	
Financement intérieur	43 138	28 794	24 678	-14 344	-33	-4 116	-14	39 163	
Financement extérieur	-1 838	17 222	42 943	19 060	-1 037	25 722		43 629	

An 13: ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE -

M A T U R I T E	Déc 18	Déc 19	Janvier à fin novembre 20		Nov 20	Flux
			Souscriptions	Remboursements		
LONG TERME	344 939	379 188	34 928	31 976	382 140	2 952
Adjudications (long terme)	318 251	353 489	30 590	28 565	355 514	2 025
30 ans Adjudications	19 958	22 577	9 518	0	32 095	9 518
20 ans Adjudications	57 082	66 223	6 185	24	72 384	6 161
15 ans Adjudications	125 087	135 322	10 744	17 867	128 199	-7 122
10 ans Réserve d'investissement	212	212	0	0	212	0
10 ans Adjudications	116 125	129 368	4 143	10 675	122 836	-6 532
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0	0	0
MOYEN TERME	145 466	145 432	30 439	17 554	158 317	12 885
Adjudications (moyen terme)	145 466	145 432	30 439	17 554	158 317	12 885
5 ans Adjudications	145 466	145 432	30 439	17 554	158 317	12 885
COURT TERME	82 538	58 790	87 571	44 615	101 746	42 956
Adjudications (court terme)	82 488	58 240	82 071	38 615	101 696	43 456
03 semaines Adjudications	0	0	0	0	0	0
13 semaines Adjudications	0	500	8 492	4 784	4 208	3 708
26 semaines Adjudications	0	132	12 296	714	11 715	11 583
52 semaines Adjudications	20 097	9 939	23 427	7 009	26 357	16 418
Bons à 6 mois	50	50			50	0
1 an activité socio-économique	0	0			0	0
2 ans Adjudications	62 391	47 669	37 855	26 108	59 416	11 747
Autres		550	5 500	6 000	50	-500
DETTE AMORTISSABLE		25 487	4 338	3 410	26 415	928
T O T A L	572 942	585 687	152 938	94 144	644 480	58 794

An 14: ENDETTEMENT EXTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE -

	Nov 18	Nov 19	Nov 20	Nov 19/18		Nov 20/19	
SERVICE	10 899	10 798	22 760	-101	-0,9%	11 962	110,8%
AMORTISSEMENTS	7 697	7 572	19 150	-125	-1,6%	11 578	152,9%
INTERETS	3 202	3 226	3 609	24	0,7%	383	11,9%
TIRAGES	3 788	21 342	32 408	17 554	463%	11 066	52%

An 15: MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES - Source : Bank Al-Maghrib –

En Millions de DH AID : Autres Institutions de Dépôts	Nov 19	Déc 19	Nov 20	Nov 19/Déc 18		Nov 20/19		Nov 20/Déc19	
CONTREPARTIES DE M3									
Créances sur l'économie	**1 058 174**	**1 079 859**	**1 107 983**	**35 282**	**3,4%**	**49 809**	**4,7%**	**28 124**	**2,6%**
Créances de BAM	1 286	1 339	1 482	208	19,3%	196	15,2%	143	10,7%
Créances des AID	1 056 888	1 078 520	1 106 501	35 074	3,4%	49 613	4,7%	27 981	2,6%
Créances nettes sur l'Administration centrale	**205 881**	**212 433**	**258 808**	**2 882**	**1,4%**	**52 927**	**25,7%**	**46 375**	**21,8%**
Créances nettes de BAM	-3 939	557	-340	-4 716	-606,9%	3 599	-91,4%	-897	-161,0%
Créances nettes des AID	209 820	211 876	259 148	7 598	3,8%	49 328	23,5%	47 272	22,3%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	**260 805**	**263 852**	**281 656**	**10601**	**4,2%**	**20 851**	**8,0%**	**17 804**	**6,7%**
Avoirs officiels de réserve	246817	253382	291844	13073	5,6%	45027	18,2%	38462	15,2%
Ressources à caractère non monétaire	**236 063**	**242 158**	**240 995**	**17 260**	**7,9%**	**4 932**	**2,1%**	**-1 163**	**-0,5%**
Capital et réserves des ID	**160 961**	**160 696**	**161 386**	**11 898**	**8,0%**	**425**	**0,3%**	**690**	**0,4%**
BAM	15 498	15 791	12 921	143	0,9%	-2 577	-16,6%	-2 870	-18,2%
AID	145 463	144 905	148 465	11 755	8,8%	3 002	2,1%	3 560	2,5%
Engagements non monétaires des ID	**75 102**	**81 462**	**79 609**	**5 362**	**7,7%**	**4 507**	**6,0%**	**-1 853**	**-2,3%**
Dépôts exclus de M3	9 502	9 733	9 761	-169	-1,7%	259	2,7%	28	0,3%
Crédits	21 755	25 661	27 681	3 822	21,3%	5 926	27,2%	2 020	7,9%
Titres autres qu'actions exclus de M3	43 228	45 376	41 458	1 661	4,0%	-1 770	-4,1%	-3 918	-8,6%
Autres ressources	617	692	709	48	8,4%	92	14,9%	17	2,5%
Autres contreparties de M3	**55 558**	**56 533**	**39 939**	**-7 775**	**-12,3%**	**-15 619**	**-28,1%**	**-16 594**	**-29,4%**
TOTAL DES CONTREPARTIES	**1 344 355**	**1 370 519**	**1 447 391**	**23 730**	**1,8%**	**103 036**	**7,7%**	**76 872**	**5,6%**
AGREGATS DE MONNAIE									
Circulation fiduciaire	**250 209**	**250 227**	**301 828**	**16 607**	**7,1%**	**51 619**	**20,6%**	**51 601**	**20,6%**
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	264 488	266 771	318 109	16 010	6,4%	53 621	20,3%	51 338	19,2%
Encaisses des banques (à déduire)	14 279	16 544	16 281	-597	-4,0%	2 002	14,0%	-263	-1,6%
Monnaie scripturale	**630 562**	**661 598**	**693 289**	**5 468**	**0,9%**	**62 727**	**9,9%**	**31 691**	**4,8%**
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	2 733	2 283	3 273	669	32,4%	540	19,8%	990	43,4%
Dépôts à vue auprès des banques	564 543	587 191	624 201	3 815	0,7%	59 658	10,6%	37 010	6,3%
Dépôts à vue auprès du Trésor	63 286	72 124	65 815	984	1,6%	2 529	4,0%	-6 309	-8,7%
M1	**880 771**	**911 825**	**995 117**	**22 075**	**2,6%**	**114 346**	**13,0%**	**83 292**	**9,1%**
Placements à vue	**165 639**	**166 522**	**168 963**	**6 448**	**4,1%**	**3 324**	**2,0%**	**2 441**	**1,5%**
Comptes d'épargne auprès des banques	165 639	166 522	168 963	6 448	4,1%	3 324	2,0%	2 441	1,5%
M2	**1 046 410**	**1 078 347**	**1 164 080**	**28 523**	**2,8%**	**117 670**	**11,2%**	**85 733**	**8,0%**
Autres actifs Monétaires	**297 943**	**292 171**	**283 312**	**-4 793**	**-1,6%**	**-14 631**	**-4,9%**	**-8 859**	**-3,0%**
M3	**1 344 353**	**1 370 518**	**1 447 392**	**23 730**	**1,8%**	**103 039**	**7,7%**	**76 874**	**5,6%**

An 16: Créances sur l'économie - Source : Bank Al-Maghrib–

En Millions de DH	Nov 19	Déc 19	Nov 20	Nov 19/Déc 18		Nov 20/19		Nov 20/Déc 19	
Créances des ID par objet économique	**1 058 174**	**1 079 859**	**1 107 984**	**35 282**	**3,4**	**49 810**	**4,7**	**28 125**	**2,6**
Créances des AID	**1 056 888**	**1 078 520**	**1 106 502**	**35 074**	**3,4**	**49 614**	**4,7**	**27 982**	**2,6**
Crédits des AID	**898 256**	**923 860**	**942 650**	**22 258**	**2,5**	**44 394**	**4,9**	**18 790**	**2,0**
Crédits bancaires	**892 057**	**917 152**	**938 710**	**21 441**	**2,5**	**46 653**	**5,2**	**21 558**	**2,4**
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	185 599	189 743	201 459	7 875	4,4	15 860	8,5	11 716	6,2
Crédits à l'équipement	179 825	184 035	182 477	5 796	3,3	2 652	1,5	-1 558	-0,8
Crédits immobiliers	275 834	276 675	281 676	8 534	3,2	5 842	2,1	5 001	1,8
Crédits à l'habitat	214 817	214 966	220 577	7 732	3,7	5 760	2,7	5 611	2,6
Crédits aux promoteurs immobiliers	56 858	59 384	56 610	-1 133	-2,0	-248	-0,4	-2 774	-4,7
Crédits à la consommation	56 477	56 588	54 588	2 400	4,4	-1 889	-3,3	-2 000	-3,5
Créances diverses sur la clientèle	124 425	140 179	138 333	-7 834	-5,9	13 908	11,2	-1 846	-1,3
Crédits à caractère financier	109 668	124 325	122 228	-7 596	-6,5	12 560	11,5	-2 097	-1,7
Autres crédits	14 753	15 849	16 071	-223	-1,5	1 318	8,9	222	1,4
Créances en souffrance	69 897	69 932	80 177	4 670	7,2	10 280	14,7	10 245	14,6
Titres	**125 509**	**120 470**	**129 814**	**12 206**	**10,8**	**4 305**	**3,4**	**9 344**	**7,8**
Titres autres qu'actions	22 419	22 815	24 014	-440	-1,9	1 595	7,1	1 199	5,3
Actions et autres titres de participation	103 090	97 655	105 800	12 646	14,0	2 710	2,6	8 145	8,3
Autres	**33 123**	**34 190**	**34 038**	**610**	**1,9**	**915**	**2,8**	**-152**	**-0,4**
Créances de BAM	**1 286**	**1 339**	**1 482**	**208**	**19,3**	**196**	**15,2**	**143**	**10,7**
Crédits	**766**	**769**	**763**	**19**	**2,5**	**-3**	**-0,4**	**-6**	**-0,8**

An 17: TAUX SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER - Source : Bank Al-Maghrib et DTFE –

	Nov 19	Déc 19	Nov 20	Nov 20/19	Nov 20/ Déc 19
Taux de dépôts à 6 mois	2,69	2,71	2,26	-0,43	-0,45
Taux de dépôts à 12 mois	2,94	3,00	2,75	-0,19	-0,25
Taux des comptes sur carnet	1,83	1,83	1,74	-0,09	-0,09
Taux débiteurs				0,00	0,00
Taux maximum des intérêts conventionnels	13,57	13,57	13,52	-0,05	-0,05
Taux interbancaire	2,27	2,27	1,50	-0,77	-0,77
Taux intervention de BAM					
Taux des avances à 7j	2,25	2,25	1,50	-0,75	-0,75
Taux des avances à 24h	3,25	3,25	2,50	-0,75	-0,75
Taux des reprises de liquidité	1,75	1,75	1,00	-0,75	-0,75
Taux de facilité de dépôt	1,25	1,25	0,50	-0,75	-0,75
Taux adjudications (TMP)					
13 Sem.	2,17	2,15	1,51	-0,66	-0,64
26 Sem.	2,23	2,23	1,62	-0,61	-0,61
52 Sem.	2,26	2,26	1,79	-0,47	-0,47
2 Ans	2,33	2,29	2,01	-0,32	-0,28
5 Ans	2,45	2,41	2,18	-0,27	-0,23
10 Ans	2,74	2,74	2,62	-0,12	-0,12
15 Ans	3,10	3,02	2,85	-0,25	-0,17
20 Ans	3,46	3,35	3,06	-0,40	-0,29
30 Ans	4,17	4,05	3,73	-0,43	-0,32

An 18: ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE - Source : Bank Al-Maghrib –

Novembre 2020	Interventions de BAM						Marché Interbancaire		
	Appel d'offres		Avances à 24 H	Prêts garantis	Pension livrée	Swap de change	Encours	Volume	TMP
	Demandé	Offert							
1	40 170	40 170	1 500	31 904	26 524	5 300	9 830	0	1,50%
2	42 980	42 980		31 904	26 524	5 300	9 102	5 687	1,50%
3	42 980	42 980		31 904	26 524	5 300	9 515	6 100	1,50%
4	42 980	42 980		31 904	26 524	5 300	8 380	4 890	1,50%
5	42 000	42 000	0	31 904	26 524	5 300	8 663	4 773	1,50%
6	42 000	42 000	0	31 904	26 524	5 300	8 663	0	1,50%
7	42 000	42 000	0	31 904	26 524	5 300	8 663	0	1,50%
8	42 000	42 000	0	31 904	26 524	5 300	8 663	0	1,50%
9	42 000	42 000	0	31 904	26 524	5 300	9 398	5 758	1,50%
10	42 000	42 000	0	31 904	26 524	5 300	8 997	5 357	1,50%
11	42 000	42 000	0	31 904	26 524	5 300	8 489	4 849	1,50%
12	41 300	41 300	0	31 904	26 524	5 300	8 492	4 952	1,50%
13	41 300	41 300	0	31 904	26 524	5 300	8 566	5 026	1,50%
14	41 300	41 300	0	31 904	26 524	5 300	8 566	0	1,50%
15	41 300	41 300	0	31 904	26 524	5 300	8 566	0	1,50%
16	41 300	41 300	0	31 904	26 524	5 300	9 292	5 722	1,50%
17	41 300	41 300	0	31 904	26 524	5 300	8 548	5 478	1,50%
18	41 300	41 300	0	31 904	26 524	5 300	8 548	0	1,50%
19	40 470	40 470	0	31 575	23 853	7 400	8 275	4 985	1,50%
20	40 470	40 470	0	31 575	23 853	7 400	8 274	4 984	1,50%
21	40 470	40 470	0	31 575	23 853	7 400	8 274	0	1,50%
22	40 470	40 470	0	31 575	23 853	7 400	8 274	0	1,50%
23	40 470	40 470	0	31 575	23 853	7 400	8 890	5 020	1,50%
24	40 470	40 470	0	31 575	23 853	7 400	9 116	5 246	1,50%
25	40 470	40 470	0	31 575	23 853	7 400	9 360	5 490	1,50%
26	38 930	38 930	0	33 595	23 853	7 400	8 839	5 149	1,50%
27	38 930	38 930	0	33 595	23 853	7 400	9 078	5 388	1,50%
28	38 930	38 930	0	33 595	23 853	7 400	9 078	0	1,50%
29	38 930	38 930	0	33 595	23 853	7 400	9 078	0	1,50%
30	38 930	38 930	0	33 595	23 853	7 400	8 578	4 688	1,50%
MOY du mois	**41 005**	**41 005**	**56**	**32 109**	**25 456**	**6 140**	**8 578**	**3 318**	**1,50%**

An 19: BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA - Source : Bourse de Casablanca –

	Déc 18	Déc 19	Déc 20	Déc 19/18		Déc 20/19	
				M.DH	%	M.DH	%
VOLUME DES TRANSACTIONS	52 688	75 395	55 777	22 707	43,1	-19 618	-26,0
Marché central	37 177	31 203	33 001	-5 974	-16	1 799	5,8
Actions	37 122	31 200	33 001	-5 922	-16	1 802	6
Obligations	55	3	0	-52	-94	-3	-100
Marché de blocs	9 741	27 204	16 024	17 462	179,3	-11 180	-41,1
Actions	8 791	26 676	15 837	17 885	203	-10 839	-41
Obligations	950	527	187	-423	-44	-341	-65
Introductions	1 566	0	600	-1 566	-100,0	600	
Actions	799	0	600	-799	-100	600	
Obligations	767	0	0	-767	-100	0	
Augmentation de Capital	3 497	9 848	2 406	6 351	181,6	-7 442	-75,6
Offre publique	25	2 383	0	2 358	9 432	-2 383	-100
Transferts	430	622	1 368	192	44,8	746	119,9
Apports de titres	251	4 135	2 378	3 884	1 545,6	-1 758	-42,5
CAPITALISATION BOURSIERE	582 155	626 693	584 976	44 538	7,7	-41 718	-6,7
Banques	202 981	223 268	192 079	20 287	*10,0*	*-31 190*	*-14,0*
Sociétés Financières	9 653	9 995	8 914	342	*3,5*	-1 081	*-10,8*
Sociétés de financement	6 808	6 940	5 814	132	1,9	-1 125	-16,2
Sociétés de portefeuilles-Holding	2 844	3 055	3 100	211	7,4	45	1,5
Industrie	185 466	199 756	193 471	14 290	*7,7*	-6 285	*-3,1*
Agroalimentaire	32 739	36 574	34 301	3 835	11,7	-2 273	-6,2
Bâtiments et matériaux de construction	69 897	70 662	64 792	765	1,1	-5 870	-8,3
Boissons	10 332	10 997	9 202	665	6,4	-1 795	-16,3
Equipement éléctro et électrique	298	302	303	4	1,3	1	0,3
Sylviculture et papier	54	52	35	-2	-4,3	-16	-31,8
Ingénierie Biens d'Equipt industriels	191	79	69	-111	-58,3	-10	-12,6
Industrie pharmaceutique	3 950	3 774	4 310	-176	*-4,5*	*536*	*14,2*
Télécommunications	124 392	134 502	127 469	10 110	*8,1*	*-7 033*	*-5,2*
Assurances	24 944	25 427	25 609	483	*1,9*	*182*	*0,7*
Distributeurs	13 359	15 093	15 626	1 734	*13,0*	*534*	*3,5*
Technologie de l'information	3 429	4 697	6 981	1 268	*37,0*	*2 284*	*48,6*
Autres services	17 931	13 955	14 826	-3 977	*-22,2*	*872*	*6,2*
MASI	11 364	12 172	11 287	808	7,1	-885	-7,3
MADEX	9 233	9 919	9 190	686	7,4	-729	-7,4

An 20 : BALANCE DES BIENS ET SERVICES - Source : Office des Changes –

	Nov 18	Nov 19	Nov 20	Nov 19/18		Nov 20/19	
TOTAL DES IMPORTATIONS (M.DH)	438 619	449 198	378 000	10 579	2,4%	-71 199	-15,9%
Alimentation boissons et tabacs	41 723	43 758	50 907	2 035	4,9%	7 149	16,3%
Blé	8 211	8 846	12 446	636	7,7%	3 600	40,7%
Produits bruts	75 337	69 733	44 813	-5 605	-7,4%	-24 919	-35,7%
Demi-produits	22 526	20 460	17 709	-2 066	-9,2%	-2 752	-13,4%
Produits finis	91 109	95 496	84 273	4 387	4,8%	-11 223	-11,8%
Biens d'équipement	207 761	219 493	180 297	11 732	5,6%	-39 196	-17,9%
TOTAL DES EXPORTATIONS (M.DH)	251 173	261 256	239 224	10 082	4,0%	-22 032	-8,4%
Alimentation boissons et tabacs	48 099	51 013	51 555	2 914	6,1%	542	1,1%
Agrumes	3 566	4 252	4 210	686	19,2%	-42	-1,0%
Energie et lubrifiants	2 924	3 918	1 185	994	34,0%	-2 733	-69,8%
Produits bruts	18 073	17 426	16 343	-648	-3,6%	-1 083	-6,2%
Phosphates	7 328	6 673	6 592	-654	-8,9%	-82	-1,2%
Demi-produits	53 745	53 536	52 458	-208	-0,4%	-1 079	-2,0%
Dérivés de phosphates	38 291	38 700	38 939	409	1,1%	239	0,6%
Produits finis	128 005	134 840	117 325	6 835	5,3%	-17 515	-13,0%
TOTAL DES ECHANGES (M.DH)	689 793	710 454	617 224	20 661	3,0%	-93 230	-13,1%
SOLDE COMMERCIAL	-187 446	-187 943	-138 775	-497	0,3%	49 167	-26,2%
TAUX DE COUVERTURE	57,3	58,2	63,3	0,9		5,1	
RECETTES VOYAGES	67 860	72 923	30 814	5 063	7,5%	-42 109	-57,7%
TRANSFERTS M.R.E.	59 887	59 577	61 908	-310	-0,5%	2 331	3,9%
RECETTES DES IDE	44 246	30 937	23 801	-13 309	-30,1%	-7 136	-23,1%

An 21: INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - Source : HCP –

Groupes	2018	2019	2020	Taux d'inflation		
				2018	2019	2020
PRODUITS ALIMENTAIRES	**101,2**	**102,2**	**100,7**	**2,3%**	**-0,9%**	**0,9%**
1 Produits alimentaires et boissons	100,9	101,5	99,8	2,0%	-1,4%	1,0%
2 Boissons alcoolisées et Tabac	108,4	120,1	122,6	8,4%	10,9%	0,8%
PRODUITS NON ALIMENTAIRES	**101,5**	**102,6**	**103,2**	**1,1%**	**1,0%**	**0,5%**
3 Articles d'habillement et chaussures	102,3	103,3	103,6	1,2%	1,2%	0,3%
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,8	101,4	102,0	0,5%	0,7%	0,6%
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,5	100,6	101,0	0,2%	0,4%	0,2%
6 Santé	100,4	101,2	101,7	0,2%	0,5%	0,9%
7 Transport	100,7	102,8	103,1	2,2%	0,2%	-1,6%
8 Communications	104,5	104,0	103,9	1,0%	3,2%	-0,4%
9 Loisirs et culture	100,0	100,0	99,1	0,1%	0,3%	-0,9%
10 Enseignement	105,2	108,5	110,3	2,6%	3,5%	2,7%
11 Restaurants et hôtels	101,6	103,4	104,1	1,1%	1,4%	1,1%
12 Biens et services divers	102,2	102,9	104,2	1,9%	0,8%	1,4%
Indice général	**101,4**	**102,5**	**102,2**	**1,6%**	**0,2%**	**0,7%**

An 22: INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS - Source : HCP -

(Base 100 = 2010)	Nov 18	Nov 19	Nov 20	Var moy. Janv-Nov		
				2018/17	2019/18	2020/19
Industries extractives	**100,2**	**100,1**	**100,2**	**0,1%**	**0,2%**	**-0,3%**
Extraction d'Hydrocarbures	115,1	115,1	115,1	0,0%	0,0%	0,0%
Extraction de Minerais Métalliques	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Autres Industries Extractives	100,2	100,0	100,1	0,1%	0,1%	-0,3%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	**110,9**	**109,0**	**107,6**	**2,5%**	**0,7%**	**-2,0%**
Industries alimentaires	107,1	107,5	111,1	0,1%	-0,6%	2,4%
Fabrication de Boissons	116,7	117,3	115,7	0,3%	0,1%	-0,8%
Fabrication de produits à base de tabac	117,0	117,3	117,3	0,0%	0,2%	0,0%
Fabrication de textiles	101,3	101,7	101,9	1,7%	0,2%	0,7%
Industrie d'habillement	109,4	110,8	110,1	0,5%	2,1%	0,8%
Industrie de cuir et de la chaussure	112,0	112,0	112,3	0,8%	0,0%	0,3%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	120,5	119,9	115,9	1,1%	4,6%	-3,1%
Industrie du papier et du carton	99,6	103,8	101,4	0,7%	4,6%	-1,7%
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	103,5	103,3	102,5	0,0%	-0,1%	-0,4%
Industrie chimique	133,7	123,2	113,0	11,6%	4,5%	-11,1%
Industrie pharmaceutique	94,3	94,3	94,3	-0,2%	-0,1%	0,0%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	112,6	112,4	111,9	-0,5%	-0,6%	-0,6%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	110,7	109,6	109,5	2,7%	-0,2%	0,0%
Métallurgie	103,1	96,4	89,3	-0,2%	-2,4%	-6,9%
Fabrication de produits métalliques	102,6	101,6	99,7	1,3%	-0,4%	-2,0%
Fabrication de produits informatique	100,2	100,4	100,3	-1,2%	0,2%	0,2%
Fabrication d'équipements électriques	111,1	110,7	113,0	6,6%	-0,8%	2,0%
Fabrication de machines et équipements n.c.a	103,2	103,1	103,1	0,0%	-0,1%	0,1%
Industrie automobile	99,3	99,4	99,5	0,1%	0,2%	0,1%
Fabrication d'autres matériels de transport	100,4	100,4	100,4	0,0%	0,0%	0,0%
fabrication de meubles	111,6	110,7	110,3	2,6%	0,4%	-0,6%
Autres industries manufacturés	101,9	102,7	102,7	-0,5%	0,6%	0,0%
Production et Distribution d'Electricité	**115,3**	**115,3**	**115,3**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**
Production et Distribution d'Electricité	115,3	115,3	115,3	0,0%	0,0%	0,0%
Production et Distribution d'Eau	**119,0**	**119,0**	**119,0**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**